

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 66 (1948)
Heft: 4

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce • Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen - Paraît tous les jours, le dimanche et les jours de fête exceptés

Nr. 4 Bern, Mittwoch 7. Januar 1948

66. Jahrgang — 66^e année

Berne, mercredi 7 janvier 1948 N° 4

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. — Telefon Nummer (081) 216 00
 im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Gef. Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen. — Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 24.70, halbjährlich Fr. 13.70, vierteljährlich Fr. 7.—, zwei Monate Fr. 5.—, ein Monat Fr. 3.—; Ausland: jährlich Fr. 38.— — Preis der Einzelnummer 26 Rp. (plus Porto). — Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionsstar: 21 Rp. die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 30 Rp. — Jahresabonnementspreis für die Monatsschrift „Die Volkswirtschaft“: Fr. 9.50.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3 à Berne. — Téléphone numéro (081) 216 00
 En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. On est donc prié de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus. — Prix d'abonnement: Suisse: un an 24 fr. 70; un semestre 13 fr. 70; un trimestre 7 fr.; deux mois 5 fr.; un mois 3 fr.; étranger: fr. 38.— par an — Prix du numéro 26 ct. (port en sus). — Régie des annonces: Publicitas SA. — Tarif d'insertion: 21 ct. la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger: 30 ct. — Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique“: 9 fr. 50 y compris la taxe postale.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati.
 Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
 Fabrik- und Handelsmarken. Marques de fabrique et de commerce. Marche di fabbrica e di commercio 123029—123052.
 Bilanzen. Bilans. Bilanci.
 Arrêté du Conseil d'Etat du canton de Vaud concernant un contrat collectif de travail du personnel des commerces de détail de la branche des textiles.
 Demande concernant le contrat collectif de travail applicable aux bureaux d'ingénieurs et d'architectes dans le canton de Genève.

Mittellungen — Communications — Comunicazioni

Handelsvertrag zwischen der Schweiz und der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion, vom 26. August 1929 (Abänderung des Gebrauchszolltarifs). Traité de commerce entre la Suisse et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, du 26 août 1929 (modification du tarif d'usage). Trattato di commercio tra la Svizzera e l'Unione economica belga-lussemburghese, del 26 agosto 1929 (modificazioni della tariffa doganale d'uso).
 Prescriptions dell'Ufficio federale di controllo dei prezzi:
 N° 812 A/48: Prezzi massimi degli stamperie.
 N° 893 A/48: Prezzi massimi delle sigarette.
 N° 896 A/48: Prezzi massimi del tabacco da pipa.
 Schweizerische Verrechnungstelle, Zürich (Mittellung).
 Gesandtschaften und Konsulate. Légations et consulats. Legazioni e consolati.
 Postüberweisungsdienst mit dem Ausland. Service international des virements postaux.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite

(SchKG. 268)

(L.P. 268)

Chiusura del fallimento

(L. E. F. 268.)

Kt. Appenzel A.-Rh. Konkursamt Mittelland (19)
 Gemeinschuldner: Saxer Eduard, Niedersteufen, Inhaber der Einzelfirma E. Saxer, Fabrikation von und Handel mit kunstgewerblichen Reklamen in Holz und Zelluloid, usw. Hinterlauben 4, St. Gallen C.
 Datum der Schlussverfügung: 29. Dezember 1947.

Ct. Ticino Ufficio dei fallimenti, Locarno (20)
 Fallimento N° 1/1941

La procedura di liquidazione del fallimento N° 1/1941 Zamaroni Americo, impresario, Muralto, è stata dichiarata chiusa con decreto di data 30 dicembre 1947 della Pretura di Locarno.

Widerruf des Konkurses — Révocation de la faillite

(SchKG 195, 196, 317.)

(L. P. 195, 196, 317.)

Ct. de Vaud Office des faillites, Lausanne (21)
 Failli: Zumkeller Constant, négociant, à Lausanne.
 Date du jugement révoquant la faillite: le 30 décembre 1947.
 Le débiteur est réintégré dans la libre disposition de ses biens.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen Mittwoch 8 Uhr, bzw. Freitag 12 Uhr, beim Schweiz. Handelsamtsblatt, Effingerstrasse 3, Bern, eintreffen.
 Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir à la Feuille officielle suisse du commerce, Effingerstr. 3, à Berne, à 8 heures le mercredi et à midi le vendredi, au plus tard.

Ouvertures de faillites

(L.P. 231, 232; O.T. féd. dn 23 avril 1920, art. 29, II et III, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou non, et à quel moment, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Vaud Office des faillites, Lausanne (17)
 Production de servitudes

Faillite: La Cigogne S.A., société immobilière, à Lausanne.
 Immeubles sis à Montriard, soit Cret N° 8/10, commune de Lausanne.
 Délai pour les productions de servitudes: le 13 janvier 1948.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(SchKG 230.)

(L. P. 230.)

Kt. Bern Konkursamt Interlaken (18)

Ueber Beutler Konrad, Vertretungen, in Bönigen, ist durch Verfügung des Konkursrichters vom 8. Dezember 1947 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung des Konkursrichters am 24. Dezember 1947 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.

Falls nicht ein Gläubiger bis zum 17. Januar 1948 die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten desselben im Betrage von Fr. 300 Vorschuss leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt. Eventuelle Mehrkosten werden vorbehalten.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Verhandlung über die Bestätigung des Nachlassvertrages

(SchKG. 304, 317)

Délibération sur l'homologation de concordat

(L. P. 304, 317)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen. Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Ct. de Genève Tribunal de première instance, Genève (15)

Le Tribunal de première instance, sis à Genève, place du Bourg-de-Four, Palais de justice, deuxième cour, premier étage, salle A, statuera en audience publique, le lundi 12 janvier 1948, à 10 heures, sur l'homologation du concordat proposé par Dame Burkhardt Alice, coiffeuse, rue des Alpes 27, Genève, à ses créanciers.

Tribunal de première instance, Genève:
 J. Gavard, cis-greffier

Ct. de Genève Tribunal de première instance, Genève (16)

Le Tribunal de première instance, sis à Genève, place du Bourg-de-Four, Palais de justice, deuxième cour, premier étage, salle A, statuera en audience publique, le lundi 12 janvier 1948, à 10 heures, sur l'homologation du concordat proposé par Vuilleumier Louis, atelier de placage, 7, rue Ernest-Hentsch, à ses créanciers.

Tribunal de première instance, Genève:
 J. Gavard, cis-greffier.

Nachlassstundungsgesuch — Demande de sursis concordataire

(SchKG 293.)

(L. P. 293.)

Kt. Bern Richteramt Konolfingen, Schlosswil (23)

Lehmann Christian, Küfermeister, Worb, hat heute ein Nachlassstundungsgesuch eingereicht.

Termin zur Behandlung dieses Gesuches ist angesetzt auf Mittwoch, den 21. Januar 1948, 8.30 Uhr, vor dem Gerichtspräsidenten von Konolfingen, im Amtshaus Schlosswil.

Die Gläubiger des Gesuchstellers können allfällige Einwendungen gegen die Erteilung der Nachlassstundung schriftlich bis 20. Januar 1948 beim Gerichtspräsidenten von Konolfingen oder mündlich im Termin anbringen.

Schlosswil, den 5. Januar 1948.

Der Gerichtspräsident von Konolfingen: Pfüger.

Kt. Solothurn Richteramt Olten-Gösgen, Olten (22)

Verhandlung über die Bewilligung einer Nachlassstundung

Den Gläubigern des Wunderlich Kurt, dipl. Optiker, Ringstrasse, Olten, wird hiermit zur Kenntnis gebracht, dass die Verhandlung über die Bewilligung einer Nachlassstundung Mittwoch, den 14. Januar 1948, vormittags 11 Uhr, vor Amtsgericht Olten-Gösgen, in Olten, stattfinden wird.

Allfällige Einsprachen können an dieser Verhandlung mündlich oder vorher schriftlich angebracht werden.

Olten, den 5. Januar 1948.

Der Amtsgerichtspräsident von Olten-Gösgen: Dr. Alph. Wyss.

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio

Zürich — Zürich — Zurich

Berichtigung.

Roche & Fauquex, in Zürich, Kollektivgesellschaft und Roche, Fauquex & Co., in Zürich, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 302 vom 27. Dezember 1947, Seite 3807). Die Schreibweise des in der Firma und den Angaben über die Gesellschafter wiedergegebenen Familiennamens ist richtig: Fauquex.

Berichtigung.

Aktiengesellschaft **Heinr. Hatt-Haller, Hoch- & Tiefbau-Unternehmung**, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 299 vom 22. Dezember 1947, Seite 3774). Das letzte Zitat lautet richtig: SHAB. Nr. 294 vom 16. Dezember 1947, Seite 3710.

Berichtigung.

Forster & Bucher, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 301 vom 24. Dezember 1947, Seite 3798), Maschinen, Motoren usw. Das Geschäftslokal befindet sich Lavaterstrasse 54.

29. Dezember 1947.

Radax Dichtungen G.m.b.H., in Zürich. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 20. Dezember 1947 eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Sie bezweckt die Fabrikation von und den Handel mit Abdichtungen sowie den Erwerb von und die Beteiligung an gleichartigen oder ähnlichen Unternehmungen. Das Stammkapital beträgt Fr. 20 000. Gesellschafter sind mit je einer Stammeinlage von Fr. 10 000 Helge Malmsten, schwedischer Staatsangehöriger, in Halmstad, und Dr. Philipp Gossner, von Waldkirch, in Zürich 6. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen an die Gesellschafter erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Geschäftsführer mit Einzelunterschrift ist der Gesellschafter Dr. Philipp Gossner. Geschäftsdomizil: Volkmarstrasse 4 in Zürich 6 (bei Dr. Philipp Gossner).

29. Dezember 1947.

Central-Film A.-G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 51 vom 2. März 1946, Seite 663). Durch Beschluss der Generalversammlung vom 22. Dezember 1947 wurde das Grundkapital von Fr. 130 000 durch Ausgabe von 20 neuen Inhaberaktien zu Fr. 1000 auf Fr. 150 000 erhöht, eingeteilt in 150 voll liberierte Inhaberaktien zu Fr. 1000. Die Statuten wurden entsprechend revidiert.

30. Dezember 1947. Seidenwaren.

Leemann & Schellenberg A.G. (Leemann & Schellenberg S.A.) (Leemann & Schellenberg Ltd.), in Zürich 1 (SHAB. Nr. 35 vom 12. Februar 1947, Seite 422), Fabrikation von und Handel mit Seidenwaren usw. Durch Beschluss der Generalversammlung vom 17. Dezember 1947 wurde das Grundkapital von Fr. 120 000, eingeteilt in 240 Namenaktien zu Fr. 500, durch Ausgabe von 260 neuen Namenaktien zu Fr. 500, auf Fr. 250 000 erhöht, eingeteilt in 500 voll liberierte Namenaktien zu Fr. 500. Der Erhöhungsbetrag von Fr. 130 000 ist durch Verrechnung mit Forderungen an die Gesellschaft liberriert. Die Statuten wurden entsprechend abgeändert.

30. Dezember 1947. Liegenschaften.

Metallo Wohnhaus, in Zürich 2, Genossenschaft (SHAB. Nr. 268 vom 14. November 1940, Seite 2090). Diese Genossenschaft hat sich durch Beschluss der Generalversammlung vom 19. Dezember 1947 im Sinne der Verordnung vom 29. Dezember 1939 über die Umwandlung von Genossenschaften in Handelsgesellschaften ohne Liquidation in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung umgewandelt. Die Genossenschaft, deren Aktiven und Passiven auf Grund der bereinigten Bilanz per 31. Dezember 1946 an die «Metallo-Wohnhaus G.m.b.H.», in Zürich, übergegangen sind, ist aufgelöst.

30. Dezember 1947. Liegenschaften.

Metallo-Wohnhaus G.m.b.H., in Zürich. Im Sinne der Verordnung vom 29. Dezember 1939 über die Umwandlung von Genossenschaften in Handelsgesellschaften hat sich die Genossenschaft «Metallo Wohnhaus», in Zürich, durch Beschluss der Generalversammlung vom 19. Dezember 1947 in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der oben bezeichneten Firma umgewandelt. Die Statuten datieren vom 19. Dezember 1947. Zweck der Gesellschaft ist die Verwaltung und der Betrieb ihrer Liegenschaft Hardturmstrasse 74 in Zürich 5. Das Stammkapital beträgt Fr. 20 000. Gesellschafter sind mit folgenden Stammeinlagen: Armin Cristofari, von Zürich, in Zürich 2, mit Fr. 8000; Gottfried Suter, von Affoltern a. A., in Küssnacht (Zürich), mit Fr. 6000, und Dr. Max Ulrich Schoop, von Zürich und Dozwil, in Zürich, mit Fr. 6000. Die «Metallo-Wohnhaus G.m.b.H.» übernimmt von der Genossenschaft «Metallo Wohnhaus» gemäss bereinigter Bilanz per 31. Dezember 1946 Aktiven und Passiven im Betrag von je Fr. 570 910.29. In den Passiven ist eingeschlossen ein Genossenschaftskapital von Fr. 15 000, eingeteilt in 30 Anteilscheine zu Fr. 500. Die Gesellschafter haben ihre Stammeinlagen wie folgt voll liberiert: Armin Cristofari durch Einbringung von 12 Anteilscheinen der Genossenschaft «Metallo Wohnhaus» zu Fr. 500 und Verrechnung von Fr. 2000; Gottfried Suter durch Einbringung von 12 Anteilscheinen der nämlichen Genossenschaft zu Fr. 500; Dr. Max Ulrich Schoop durch Einbringung von 6 Anteilscheinen der gleichen Genossenschaft zu Fr. 500 und Verrechnung von Fr. 3000. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Geschäftsführer mit Einzelunterschrift ist der Gesellschafter Armin Cristofari. Geschäftsdomizil: Mythenquai 26 in Zürich 2 (eigenes Lokal).

30. Dezember 1947.

Baugenossenschaft des Schweizerischen Verbandes evangelischer Arbeiter und Angestellter, in Zürich 11 (SHAB. Nr. 186 vom 12. August 1947, Seite 2314). Schaffung von Heimstätten für die Mitglieder. Die Generalversammlung vom 18. Oktober 1947 hat die Statuten revidiert. Die Firma lautet nun **Baugenossenschaft des Schweiz. Verbandes evangelischer Arbeiter und Angestellter**. Die Unterschriften von Max Egli und Willy Burkhardt sind erloschen. Albert Hafner ist neuer Sekretär und Caspar Schlittler Kassier, beide von und in Zürich. Sie führen Kollektivunterschrift unter sich oder je einer von ihnen mit dem Präsidenten oder dem Vizepräsidenten der Verwaltung oder dem Geschäftsführer Otto Scherrer.

30. Dezember 1947. Textil- und Bonnetierwaren.

Sudja-Kölla Aktiengesellschaft, in Zürich 8 (SHAB. Nr. 109 vom 11. Mai 1935, Seite 1214), Textil- und Bonnetierwaren. Die Generalversammlung vom 26. Juni 1947 hat die Statuten dem neuen Recht angepasst. Das Grundkapital von Fr. 15 003 wurde durch Zusammenlegung der bisherigen 180 Namenaktien zu Fr. 83.35 in 90 Namenaktien zu Fr. 166.70, Erhöhung ihres Nennwertes auf Fr. 500 und Ausgabe von 10 neuen Namenaktien zu Fr. 500, unter Librierung von Fr. 4997 des Erhöhungsbetrages durch Verrechnung, auf Fr. 50 000 erhöht, eingeteilt in 100 Namenaktien zu Fr. 500. Davon sind

Fr. 20 000 liberiert. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief.

30. Dezember 1947. Furniere usw.

Gebr. Iseli Aktiengesellschaft, in Zürich 5 (SHAB. Nr. 66 vom 20. März 1946, Seite 862), Furniere, Hölzer usw. Kollektivprokura ist erteilt an Edmund Zünd, von Zürich und Altstätten (St. Gallen), in Zürich.

30. Dezember 1947.

«OFINA» Aktiengesellschaft zur Förderung des Exportes nach dem Osten, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 76 vom 3. April 1945, Seite 758). Hans Müller ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde in den Verwaltungsrat gewählt Dr. Adolf Ehrbar, von Zürich und Urnäsch, in Zollikon. Er führt Kollektivunterschrift mit je einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

30. Dezember 1947. Waren aller Art.

Gebr. Volkart, Inhaber Georg Reinhart, Werner Reinhart, Peter Reinhart, Balt-hasar Reinhart, in Winterthur 1, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 192 vom 19. August 1947, Seite 2389), Waren aller Art. Einzelprokura ist erteilt an Hermann Altwegg, britischer Staatsangehöriger, und Jakob Hug, von Affel-trangen (Thurgau), beide in Winterthur.

30. Dezember 1947. Samen.

J. Büchler, in Zürich (SHAB. Nr. 64 vom 17. März 1933, Seite 650), Samen-handlung. Einzelprokura ist erteilt an Emil Ehrensperger, von Nürensdorf, in Zürich.

30. Dezember 1947. Technische Vertretungen.

Werner Graf, Dipl. Ing., in Zürich (SHAB. Nr. 78 vom 3. April 1946, Seite 1018), technische Vertretungen. Neues Geschäftslokal: Beethovenstr. 24, Claridenhof.

30. Dezember 1947. Bureauartikel.

G.L. Kohli & Co., in Zürich 11. Unter dieser Firma sind Gottfried Louis Kohli, von Rüschegg, und Josef Thür, von Altstätten (St. Gallen), beide in Zürich 11, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 15. Oktober 1947 ihren Anfang genommen hat. Der Gesellschafter Gottfried Louis Kohli führt Einzelunterschrift. Der Gesellschafter Josef Thür zeichnet gemeinsam mit Gottfried Louis Kohli. Handel mit Bureauartikeln sowie Vertretungen von Waren aller Art. Tramstrasse 26.

30. Dezember 1947. Autotransporte.

Robert Wunderli's Söhne, in Zürich 3. Unter dieser Firma sind Robert Wunderli und Werner Wunderli-Morant, beide von Zürich, in Zürich 3, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1948 ihren Anfang nimmt. Einzelprokura mit Ausdehnung auf Veräusserung und Belastung von Liegen-schaften ist erteilt an Alfred Hug-Wunderli, von Rüschegg, in Zürich. Die Gesellschafter Robert Wunderli und Werner Wunderli-Morant führen Kollektiv-unterschrift je mit dem Prokuristen Alfred Hug-Wunderli. Die beiden Gesell-schafter zeichnen nicht auch miteinander. Autotransporte (Sachen). Zweier-strasse 176.

30. Dezember 1947.

Eigenheim-Baugenossenschaft für Arbeiter und Angestellte, in Zürich 6 (SHAB. Nr. 111 vom 14. Mai 1946, Seite 1453). Durch Beschluss der General-versammlung vom 28. April 1947 wurde diese Genossenschaft aufgelöst. Das Vermögen ist nach Angabe der Beteiligten liquidiert. Die Löschung der Firma kann noch nicht erfolgen, weil die Wehrsteuerverwaltung des Kantons Zürich dagegen Einspruch erhoben hat.

30. Dezember 1947.

Emballagen-Handels-G.m.b.H. Zürich, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 86 vom 15. April 1947, Seite 1009). Die Firma wird infolge Verlegung des Sitzes nach Einsiedeln (SHAB. Nr. 220 vom 20. September 1947, Seite 2737) im Handelsregister des Kantons Zürich von Amtes wegen gelöscht.

30. Dezember 1947. Pharmazeutische Artikel.

Pharmag Aktiengesellschaft (Pharmag Société Anonyme), in Meilen (SHAB. Nr. 37 vom 14. Februar 1940, Seite 291), pharmazeutische Produkte usw. Die Firma wird infolge Verlegung des Sitzes nach Herisau (SHAB. Nr. 299 vom 22. Dezember 1947, Seite 3777) im Handelsregister des Kantons Zürich von Amtes wegen gelöscht.

30. Dezember 1947.

ICO Aktiengesellschaft für Handel und Technik, in Zürich 11 (SHAB. Nr. 62 vom 15. März 1946, Seite 806), Durchführung kommerzieller, finanzieller und technischer Geschäfte usw. Die Generalversammlung vom 27. Juni 1947 hat die Statuten dem neuen Rechte angepasst. Die Namenaktien wurden in Inhaberaktien umgewandelt. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt.

30. Dezember 1947.

Verkaufsgenossenschaft Schweizerischer Pappfabriken, in Zürich (SHAB. Nr. 244 vom 18. Oktober 1933, Seite 2429). Die Generalversammlung vom 24. Juni 1947 hat die Statuten dem neuen Recht angepasst. Zweck der Genossenschaft ist, ihren Mitgliedern Käufer zu vermitteln oder selber für sie zu verkaufen oder andere, zweckentsprechende Massnahmen zu treffen. Jeder Genossenschafter ist zu Nachschüssen von maximal Fr. 2000 pro Jahr verpflichtet. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt.

30. Dezember 1947. Chemische Produkte usw.

Victor Wintach Aktiengesellschaft, in Zürich 7 (SHAB. Nr. 286 vom 6. Dezember 1934, Seite 3362), chemische und technische Produkte usw. Die Generalversammlung vom 27. Juni 1947 hat die Statuten dem neuen Recht angepasst. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief.

30. Dezember 1947. Elektrische Unternehmungen usw.

O. Bürgi & Cie., société anonyme, Zweigniederlassung in Zürich 1 (SHAB. Nr. 280 vom 30. November 1943, Seite 2658), mit Hauptsitz in Lau-sanne. Gemäss öffentlicher Urkunde vom 28. Juni 1947 hat die Gesellschaft neue, dem revidierten Obligationenrecht angepasste Statuten angenommen. Die Gesellschaft bezweckt den Betrieb einer elektrischen Unternehmung, die Ueber-nahme von Vertretungen aller Art und die Tätigkeit aller mit dem Haupt-zweck zusammenhängenden Handelsgeschäfte. Der Verwaltungsrat besteht aus Oscar Bürgi, Präsident, Karl Schenkel, beide bisher, und Jean Pierre Bürgi, von Grossaffoltern, in Zürich, alle mit Einzelunterschrift.

30. Dezember 1947. Bauten.

Guthauser & Herzog, in Horgen, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 64 vom 17. März 1945, Seite 626), Hoch- und Tiefbaugeschäft. Diese Gesellschaft hat sich aufgelöst. Die Firma ist erloschen. Aktiven und Passiven werden von der neuen Einzelfirma «E. Guthauser, Baugeschäft», in Horgen, übernommen.

30. Dezember 1947.

E. Guthauser, Baugeschäft, in Horgen. Inhaber dieser Firma ist Eugen Gut-hauser, von Zeiningen, in Horgen. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passi-ven der bisherigen Kollektivgesellschaft «Guthauser & Herzog», in Horgen. Hoch- und Tiefbaugeschäft. Heubachstrasse 23.

30. Dezember 1947.

E. Herzog, Baugeschäft, in Horgen. Inhaber dieser Firma ist Ernst Herzog, von Thal (St. Gallen), in Horgen. Baugeschäft für Hoch-, Tief- und Eisenbe-tonbau. Hirsackerstrasse.

30. Dezember 1947. Textilwaren.

Heinrich Heuscher, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Heinrich Heuscher, von Zürich und Schwellbrunn, in Zürich 11. Handel mit Textilwaren. Ettenfeldstrasse 3.

30. Dezember 1947. Haushaltartikel usw.

Richard Leimbacher, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Richard Leimbacher, von Winterthur, in Zürich 11. Handel mit Haushaltartikeln, insbesondere mit Glas- und Porzellanwaren. Schaffhauser Strasse 526.

30. Dezember 1947. Möbel.

Aicher & Ammann, in Zürich 7, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 15 vom 20. Januar 1947, Seite 195), Handel en gros mit Stilmöbeln. Die Gesellschaft hat sich aufgelöst. Die Firma ist erloschen. Aktiven und Passiven werden von der neuen Einzelfirma «Hans Aicher», in Zürich, übernommen.

30. Dezember 1947. Innendekoration usw.

Hans Aicher, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Hans Aicher, von Wald (Zürich), in Zürich 10. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der bisherigen Kollektivgesellschaft «Aicher & Ammann», in Zürich 7. Innendekorationsgeschäft, Anfertigung von Polstermöbeln. Minervastrasse 33.

30. Dezember 1947. Radioapparate usw.

Baldur Meyer, in Zürich (SHAB. Nr. 83 vom 9. April 1935, Seite 921), Handel und Reparaturen von Radioapparaten usw. Neues Geschäftslokal: Seefeldstrasse 90.

30. Dezember 1947. Damenkleidung usw.

Mietlich & Co., in Elsau, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 10 vom 14. Januar 1947, Seite 121), Damenkleider usw. Die Prokura von Herbert Senn ist erloschen.

30. Dezember 1947. Waren aller Art.

Max Lurie, Ing., in Zürich (SHAB. Nr. 194 vom 21. August 1934, Seite 2338), Vertretungen von und Handel mit Waren aller Art. Die Firma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

30. Dezember 1947. Technische Neuheiten.

Walter Gfeller, in Zürich (SHAB. Nr. 13 vom 18. Januar 1937, Seite 117), Vertrieb technischer Neuheiten. Die Firma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

30. Dezember 1947. Kühlschränke usw.

Odag A.-G., in Adliswil (SHAB. Nr. 228 vom 30. September 1947, Seite 2849), Fabrikation von Kühlschränken usw. Die Generalversammlung vom 18. Dezember 1947 hat durch Statutenänderung die bestehenden 150 Aktien zu Fr. 1000 in 300 Aktien zu Fr. 500 zerlegt und das Grundkapital von Fr. 150 000 auf Fr. 200 000 erhöht durch Ausgabe von 100 neuen Aktien zu Fr. 500. Das voll liberierte Grundkapital von Fr. 200 000 ist eingeteilt in 300 gewöhnliche Aktien zu Fr. 500 und 100 Prioritätsaktien zu Fr. 500, alle auf den Namen lautend. Kollektivunterschrift ist erteilt an Oskar Döbeli, von Meisterschwanden, Mitglied des Verwaltungsrates, und Alfred Beuchat, von Soule, beide in Zürich.

30. Dezember 1947.

Asphalt-Emulsion A. G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 105 vom 7. Mai 1940, Seite 865), Dichtungsmaterialien aller Art für das gesamte Banfach usw. Carl Geisen und Dr. Albert Maag-Socin sind infolge Todes aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Neu wurden in den Verwaltungsrat gewählt: Peter Geisen, von Basel, in Strassburg, als Präsident, und Wwe. Emma Geisen, geb. Schleifer, von und in Basel. Sie führen Einzelunterschrift.

30. Dezember 1947. Bankgeschäfte.

Dr. E. Friedrich, in Zürich (SHAB. Nr. 244 vom 18. Oktober 1946, Seite 3042), Bankgeschäft. Die Prokura von Hedwig Jezler ist erloschen.

30. Dezember 1947. Seidenzwirneri usw.

Zwicky & Co., Zweigniederlassung in Zürich 7 (SHAB. Nr. 220 vom 20. September 1946, Seite 2758), Seidenzwirneri und Färberei usw. Kollektivgesellschaft mit Hauptsitz in Wallisellen. Kollektivprokura ist erteilt an Karl Haller, von und in Wallisellen.

30. Dezember 1947. Konditorei.

E. Schurter-Rickli's Erben, in Zürich 1, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 228 vom 29. September 1932, Seite 2302), Konditorei. Diese Gesellschaft hat sich aufgelöst. Die Firma ist erloschen. Aktiven und Passiven werden von der neuen Einzelfirma «E. Schurter-Rickli's Erben, Inh. Frau Michel-Schurter», in Zürich, übernommen.

30. Dezember 1947. Konditorei.

E. Schurter-Rickli's Erben, Inh. Frau Michel-Schurter, in Zürich. Inhaberin dieser Firma ist mit Zustimmung ihres Ehemannes gemäss Art 167 ZGB. Gertrud Michel, geb. Schurter, von Basel, in Zürich 1. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der bisherigen Kollektivgesellschaft «E. Schurter-Rickli's Erben», in Zürich 1. Einzelprokura ist erteilt an Friedrich Michel-Schurter, von Basel, in Zürich. Konditorei. Niederdorfstrasse 90.

30. Dezember 1947. Immobilien usw.

Genossenschaft Montana, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 144 vom 23. Juni 1941, Seite 1217), Immobilien usw. Durch Beschluss der Generalversammlung vom 3. Oktober 1947 wurde die Genossenschaft aufgelöst. Die Firma wird nach durchgeführter Liquidation gelöscht.

30. Dezember 1947. Chem. Produkte usw.

Esrolko A.-G., in Dübendorf (SHAB. Nr. 186 vom 12. August 1947, Seite 2313), chemische und pharmazeutische Produkte usw. Dr. Leo Bindschedler ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde als einziges Verwaltungsratsmitglied mit Einzelunterschrift gewählt Alfred Léchaire, von Lovatens, in La Tour-de-Peilz.

30. Dezember 1947.

Volkshaus-Genossenschaft Winterthur, in Winterthur (SHAB. Nr. 49 vom 28. Februar 1947, Seite 574). Die Unterschrift von Fritz Hofmann ist erloschen. Neu wurde in die Verwaltung als Präsident gewählt Ludwig Lenzlinger, von und in Winterthur. Er sowie die übrigen Unterschriftsberechtigten führen Kollektivunterschrift je zu zweien.

30. Dezember 1947. Konserven.

W. Frey & Co., in Zürich 5, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 4 vom 7. Januar 1947, Seite 37), Konserven. Einzelprokura ist erteilt an Werner Berner, von Schafisheim, in Zürich.

31. Dezember 1947.

J. H. Keller A. G., vormals Sportcar A. G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 161 vom 14. Juli 1947, Seite 1958), Automobile usw. Durch Beschluss der Generalversammlung vom 24. Dezember 1947 wurde das Grundkapital von Fr. 120 000 durch Ausgabe von 160 Inhaberaktien zu Fr. 500 erhöht auf Fr. 200 000, eingeteilt in 400 voll liberierte Inhaberaktien zu Fr. 500. Vom Erhöhungsbetrag wurden Fr. 50 000 durch Verrechnung liberriert. Die Statuten wurden entsprechend geändert.

31. Dezember 1947.

Sanitäre Apparate en gros, Siebenmann, Hemmeler & Co., in Zürich 5, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 10 vom 14. Januar 1947, Seite 121), Kollektivprokura ist erteilt an Willi Widmer, von und in Zürich. Er zeichnet mit dem unbeschränkt haftenden Gesellschafter Max Hemmeler oder mit dem Kollektivprokuristen Martin Furrer.

31. Dezember 1947. Kleidungen usw.

G. Santi & Cie., in Zürich 4, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 82 vom 10. April 1947, Seite 966), Herren- und Damenbekleidung usw. Diese Gesell-

schaft hat sich aufgelöst. Die Firma ist erloschen. Aktiven und Passiven werden von der neuen Einzelfirma «Gino Santi», in Zürich, übernommen.

31. Dezember 1947. Waren aller Art.

Gino Santi, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Vincenzo Gino Santi, italienischer Staatsangehöriger, in Zürich 6. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der bisherigen Kommanditgesellschaft «G. Santi & Cie.», in Zürich 4. Handel mit Waren aller Art. Bucheggstrasse 131.

31. Dezember 1947. Chemisch-technische Produkte usw.

Max Hauser, Laboratoire «Bel-Art», in Zürich (SHAB. Nr. 232 vom 4. Oktober 1947, Seite 2906). Der Geschäftsbereich wird wie folgt neu umschrieben: Fabrikation von und Handel mit chemisch-technischen, pharmazeutischen und kosmetischen Produkten sowie Coiffeurbedarfsartikeln aller Art.

31. Dezember 1947. Metalle.

E. Pfister & Cie., in Zürich 10, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 230 vom 2. Oktober 1946, Seite 2866), Metalle usw. Die Prokura von Lydia Erne, geb. Stüssi, ist erloschen.

31. Dezember 1947. Automobile, Maschinen usw.

Hans Kull, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Hans Kull, von Niederlenz, in Zürich 2. Handel mit Automobilen und Export von Maschinen und Motoren. Schanzengraben 31.

31. Dezember 1947. Konfektion usw.

J. Mil, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Josef Mil, von Zürich, in Zürich 4. Fabrikation von und Handel en gros und en détail mit Damen- und Herrenkonfektion sowie Handel en gros und en détail mit Gewebe aller Art. Rotwandstrasse 42.

31. Dezember 1947.

Baugenossenschaft Venus Altstetten, in Zürich 9 (SHAB. Nr. 83 vom 8. April 1936, Seite 866). Durch Beschluss der Generalversammlung vom 25. Juli 1947 wurde diese Genossenschaft aufgelöst. Das Vermögen ist nach Angabe der Beteiligten liquidiert. Die Löschung der Firma kann noch nicht erfolgen, weil die Eidgenössische Steuerverwaltung, Sektion für Kriegsgewinnsteuer, dagegen Einspruch erhoben hat.

31. Dezember 1947.

Baugenossenschaft Restelberg, in Zürich 7 (SHAB. Nr. 117 vom 23. Mai 1934, Seite 1360). Durch Beschluss der Generalversammlung vom 29. Mai 1947 wurde diese Genossenschaft aufgelöst. Das Vermögen ist nach Angabe der Beteiligten liquidiert. Die Firma kann noch nicht gelöscht werden, weil die Eidgenössische Steuerverwaltung, Sektion für Kriegsgewinnsteuer, dagegen Einspruch erhoben hat.

31. Dezember 1947.

Baugenossenschaft «Hadlaub», in Zürich 2 (SHAB. Nr. 177 vom 31. Juli 1936, Seite 1853). Durch Beschluss der Generalversammlung vom 29. Mai 1947 wurde diese Genossenschaft aufgelöst. Das Vermögen ist nach Angabe der Beteiligten liquidiert. Die Löschung der Firma kann noch nicht erfolgen, weil die Eidgenössische Steuerverwaltung, Sektion für Kriegsgewinnsteuer, dagegen Einspruch erhoben hat.

31. Dezember 1947. Landwirtschaftliche Liegenschaften usw.

Agricola-Betriebsgenossenschaft, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 128 vom 4. Juni 1940, Seite 1025). Pacht und Verpachtung von landwirtschaftlichen Liegenschaften usw. Durch Beschluss der Generalversammlung vom 12. Juni 1947 wurde diese Genossenschaft aufgelöst. Das Vermögen ist nach Angabe der Beteiligten liquidiert. Die Löschung der Firma kann noch nicht erfolgen, weil die Wehrteuerverwaltung des Kantons Zürich dagegen Einspruch erhoben hat.

31. Dezember 1947.

Wasserversorgung Hinteregg, in Egg, Genossenschaft (SHAB. Nr. 114 vom 16. Mai 1941, Seite 934). Die Generalversammlung vom 14. Juni 1947 hat die Statuten dem neuen Recht angepasst. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Vorstand besteht aus 5 Mitgliedern. Der Präsident oder der Vizepräsident führt Kollektivunterschrift mit dem Aktuar. Geschäftsdomizil: bei Fritz Bertschinger, Quästor.

31. Dezember 1947.

Genossenschaft der Stadtzürcherischen Kuttlermeister (G. St. Z. K.), in Zürich 11 (SHAB. Nr. 183 vom 8. August 1947, Seite 2278). Die Generalversammlung vom 19. Juni 1947 hat die Statuten dem neuen Recht angepasst. Die Firma lautet nun: **Genossenschaft Stadtzürcherischer Kuttlermeister**. Die Genossenschaft bezweckt die Förderung der wirtschaftlichen und beruflichen Interessen ihrer Mitglieder durch Abschluss von Verträgen mit verwandten Korporationen, Erlass einheitlicher Bestimmungen über den Geschäftsverkehr und die Aufstellung verbindlicher Tarife zur Einführung von Einheitspreisen. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Vorstand besteht aus Präsident, Aktuar (zugleich Vizepräsident), Kassier und zwei Beisitzern. Albert Heeb, Präsident, führt wie bis anhin Kollektivunterschrift mit dem Aktuar Hans Steeb.

31. Dezember 1947.

Kelbosa Plantagen-Gesellschaft (Kelbosa Plantation-Company), in Zürich 2, Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 266 vom 10. November 1939, Seite 2277). Beteiligung an Plantagenunternehmungen und deren Verwaltung usw. Die Generalversammlung vom 26. Juni 1947 hat die Statuten dem neuen Recht angepasst. Die englische Schreibweise der Firma ist **Kelbosa Plantation Company**. Das Fr. 612 500 betragende Grundkapital ist voll einbezahlt. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 7 Mitgliedern.

31. Dezember 1947. Strickwaren, Konfektion usw.

Pfister-Wirz A.-G., Zweigniederlassung in Eglisau (SHAB. Nr. 217 vom 16. September 1936, Seite 2202), Strickwaren, Konfektion usw., mit Hauptsitz in Zürich. Samuel Pfister ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu in den Verwaltungsrat wurden gewählt: Jakob Pfister, von Zürich, in Winterthur, als Präsident, und Alfred Kresse, von und in Zürich. Ernst Richard Pfister ist nun Vizepräsident des Verwaltungsrates. Dessen Mitglieder führen Kollektivunterschrift zu zweien unter sich oder es zeichnet je eines von ihnen mit Werner Pfister, von Zürich, in Eglisau, welchem Kollektivprokura erteilt ist.

31. Dezember 1947. Textilien.

Hans Finger & Co., in Zürich 2, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 210 vom 9. September 1947, Seite 2609), Grosshandel mit Textilien. Die Prokuren von Elsa Finger, geb. Moser, und Ernst Graf sind erloschen. Neues Geschäftslokal: Bahnhofstrasse 16 in Zürich 1.

31. Dezember 1947. Elektrotechnik.

BETELFA A.-G., in Zürich 2 (SHAB. Nr. 176 vom 31. Juli 1947, Seite 2190), Verwaltung und Erwerb von Fabrikations- und Handelsunternehmungen der elektrotechnischen Branche usw. Die Generalversammlung vom 8. Dezember 1947 hat die Statuten revidiert. Die eingetragenen Tatsachen erfahren dadurch keine Änderung. Hermann Tanner ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde in den Verwaltungsrat als Präsident gewählt Ernst Stebler, von und in Basel. Er führt Kollektivunterschrift mit je einem der übrigen Mitglieder des Verwaltungsrates.

31. Dezember 1947.

A. G. Weberei Wetzikon, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 242 vom 14. Oktober 1944, Seite 2286). Die Generalversammlung vom 26. November 1947 hat die Statuten abgeändert. Der Verwaltungsrat besteht nun aus 1 bis 5 Mitgliedern. Neu wurde

in den Verwaltungsrat als Vizepräsident und Delegierter gewählt Max Gut, von und in Zürich. Er führt Einzelunterschrift.

31. Dezember 1947. Giesserei, Maschinen usw.

Actiengesellschaft Joh. Jacob Rieter & Cie. (Società anonima Joh. Jacob Rieter & C.) (Société anonyme Joh. Jacob Rieter & Co. Limited), in Winterthur 1 (SHAB. Nr. 259 vom 5. November 1946, Seite 3226), Giesserei und Maschinenfabrik usw. Kollektivprokura ist erteilt an Fritz Preysch, von Neuhausen am Rheinfalt, in Winterthur. Er zeichnet mit je einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

31. Dezember 1947.

Landwirtschaftliche Genossenschaft Illnau, in Illnau (SHAB. Nr. 162 vom 15. Juli 1943, Seite 1625). Die Unterschriften von Alfred Klingel und Jakob Braunschweiler, der auch nicht mehr Verwalter ist, sind erloschen. Jakob Reutmann, bisher Aktuar, ist nun Vizepräsident und neuer Aktuar ist Albert Rüttschi, von und in Illnau. Der Präsident oder der Vizepräsident führen Kollektivunterschrift je mit dem Aktuar. Zum Verwalter (ausserhalb des Vorstandes) mit Einzelunterschrift wurde gewählt Fritz Bodmer, von Wald (Zürich), in Illnau.

31. Dezember 1947. Schmiede usw.

Emil Frei, in Rickenbach bei Winterthur. Inhaber dieser Firma ist Emil Frei, von und in Rickenbach bei Winterthur. Schmiede, sanitäre Installationen, Autogarage sowie Handel mit landwirtschaftlichen Maschinen.

31. Dezember 1947. Automobile.

Paul Hodel-Lanz, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Paul Hodel-Lanz, von Unterlangenegg, in Zürich 11. Handel mit Personen- und Lastwagen. Höhenring 25.

31. Dezember 1947. Schirme.

Sophie Altorfer, vorm. Emil Altorfer-Meiss, in Zürich (SHAB. Nr. 80 vom 4. April 1936, Seite 838), Fabrikation von und Handel mit Schirmen. Die Firma-inhaberin wohnt nun in Zürich 7.

31. Dezember 1947.

Passage-Agentur A. Ryffel, in Zürich (SHAB. Nr. 166 vom 19. Juli 1938, Seite 1613). Passage-Agentur und Reisebureau. Die Firma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

31. Dezember 1947.

Baugesellschaft Suwo A.-G., bisher in Chur (SHAB. Nr. 162 vom 14. Juli 1938, Seite 1583). Die Generalversammlung vom 30. Dezember 1947 hat die Statuten, die vom 7. Februar 1936 datieren und am 2. Mai 1938 abgeändert worden sind, dem neuen Recht angepasst. Sitz der Gesellschaft ist nun Zürich. Die Gesellschaft bezweckt Erwerb, Verwaltung und Verwertung von Liegenschaften, Schuldbriefen und ähnlichen Gegenständen. Sie ist berechtigt, sich an anderen Unternehmungen der Branche (Baugeschäfte, Baugenossenschaften usw.) zu beteiligen. Das Grundkapital beträgt Fr. 70 000, eingeteilt in 70 voll einbezahlte Namenaktien zu Fr. 1000. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Dem Verwaltungsrat, wie bisher aus 1 bis 3 Mitgliedern bestehend, gehören wie bisher an: Fritz G. Surbeck-Wolfer, Präsident, und Martha Surbeck, geb. Wolfer, beide von Oberhallau und Zürich, in Zürich. Sie führen nun statt Kollektiv-, Einzelunterschrift. Geschäftsdomizil: Nordstrasse 350 in Zürich 10 (eigenes Lokal).

Bern — Berne — Berna Bureau Aarwangen

29. Dezember 1947.

Immobilien-Gesellschaft Bifang A.G. Langenthal, in Langenthal (SHAB. Nr. 43 vom 23. Februar 1942, Seite 410). In der Generalversammlung vom 26. Dezember 1947 wurde laut öffentlicher Urkunde das Aktienkapital von Fr. 50 000 auf Fr. 100 000 erhöht durch Erhöhung des Nennwertes der Aktien von Fr. 500 auf Fr. 1000. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das voll liberierte Aktienkapital beträgt nun Fr. 100 000, eingeteilt in 100 auf den Namen lautende Aktien zu Fr. 1000, wovon Fr. 36 250 durch Bareinzahlung und Fr. 63 750 durch Verrechnung mit Forderungen an die Gesellschaft liberiert sind.

29. Dezember 1947. Beschläge, Werkzeuge usw.

Rudolf Geiser Aktiengesellschaft, in Langenthal. Handel mit Bau- und Möbelbeschlägen, Werkzeugen sowie Tafelglas (SHAB. Nr. 49 vom 28. Februar 1944, Seite 482). Aus dem Verwaltungsrat ist infolge Todes das einzige Mitglied, Rudolf Geiser senior, ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Als neue Mitglieder des Verwaltungsrates wurden gewählt: Rudolf Geiser-Junginger, als Präsident, und Felix Geiser-Prochaska, als Sekretär, beide bisher Einzelprokuristen. Ihre Prokuren sind erloschen. Sie führen als Mitglieder des Verwaltungsrates die Einzelunterschrift.

Bureau Bern

29. Dezember 1947. Kinos.

G. Hipleh-Walt A.G., in Bern, Bau und Betrieb von Kinematographentheatern (SHAB. Nr. 126 vom 31. Mai 1941, Seite 1055). Laut öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 16. Dezember 1947 hat die Gesellschaft auf Grund des Vertrages vom 16. Dezember 1947 die Fusion mit der «Kinohaus A.G.», in Bern, beschlossen. Danach übernimmt die «Kinohaus A.G.» sämtliche Aktiven und Passiven der «G. Hipleh-Walt A.G.», nach Massgabe von Art. 748 Obligationenrecht und auf Grund der Bilanz vom 15. Dezember 1947. Die «G. Hipleh-Walt A.G.» ist infolgedessen aufgelöst. Nachdem sich die Gläubiger mit dem Uebergang der Schuldpflicht an die «Kinohaus A.G.» stillschweigend einverstanden erklärt haben, wird diese Firma im Handelsregister gelöscht.

29. Dezember 1947.

Kinohaus A.G., in Bern, Erstellung, Erwerb, Verwaltung oder Verkauf von Kinogebäuden (SHAB. Nr. 11 vom 15. Januar 1947, Seite 139). Laut öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 16. Dezember 1947 hat die Gesellschaft den Fusionsvertrag genehmigt, welcher am 16. Dezember 1947 mit der «G. Hipleh-Walt A.G.», in Bern, abgeschlossen wurde. Infolgedessen übernimmt die «Kinohaus A.G.» sämtliche Aktiven und Passiven der «G. Hipleh-Walt A.G.» nach Massgabe von Art. 748 des Obligationenrechts und auf Grund der Bilanz vom 15. Dezember 1947. Den Aktiven (Kassa, Debitoren, Mobilien, Darlehen und Wertschriften) in der Höhe von Fr. 257 093.62 stehen Passiven (Bank, Kreditoren und Reserven) im Betrage von Fr. 207 093.62 gegenüber. Es ergibt sich somit ein Aktivenüberschuss von Fr. 50 000. Als Gegenwert werden den Aktionären der «G. Hipleh-Walt A.G.» 50 voll liberierte Namenaktien zu Fr. 1000 der «Kinohaus A.G.» ausgehändigt, nämlich 1 Aktie zu Fr. 1000 gegen 1 Aktie zu Fr. 1000 der übernommenen Gesellschaft. In derselben Generalversammlung wurde beschlossen, das Aktienkapital von Fr. 250 000 auf Fr. 300 000 zu erhöhen durch Ausgabe von 50 Namenaktien zu Fr. 1000. Die neuen Aktien sind entsprechend dem Fusionsvertrag durch Sacheinlagen, in Uebernahme sämtlicher Aktiven und Passiven, voll liberiert. Ferner wurden die Statuten revidiert. Die Firma lautet nun G. Hipleh-Walt A.G. Zweck der Gesellschaft ist nunmehr die Erstellung, die Erwerb,

die Verwaltung und der Verkauf von Kinogebäuden sowie der Betrieb von Kinematographentheatern. Die Gesellschaft kann sich bei andern Unternehmungen beteiligen. Das voll liberierte Aktienkapital beträgt Fr. 300 000, eingeteilt in 300 Namenaktien zu Fr. 1000. Die übrigen publizierten Tatsachen bleiben unverändert.

29. Dezember 1947.

Autotrakt A.G. in Liquidation, in Bern, Handel mit Autos usw. (SHAB. Nr. 64 vom 17. März 1941, Seite 530). Nachdem die Liquidation beendet ist, wird die Firma gelöscht.

30. Dezember 1947. Glas, Porzellan usw.

M. Steiger & Co., in Bern, Glas, Kristall, Steingut, Porzellan, Luxus-Metallwaren, Hoteleinrichtungen en gros und en détail, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 276 vom 25. November 1946, Seite 3439). Die Einzelprokura von Hans Rudolf Steiger ist erloschen. Die Firma erteilt Einzelprokura an Erika Hohl, geborene Steiger, von Bern, in Wabern, Gemeinde Köniz.

30. Dezember 1947.

Leinenweberei Bern A.G. (Tissage de Toiles Berne S.A.), in Bern (SHAB. Nr. 212 vom 11. September 1947, Seite 2634). Zu Prokuristen wurden ernannt Ernst Müllhaupt, von Adliswil, in Zürich, und Marcel Dietenheim, von und in Bern. Sie zeichnen zu zweien kollektiv unter sich oder je mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

30. Dezember 1947.

Maschinenfabrik Winkler, Fallert & Co. Aktiengesellschaft (Fabrique de machines, Winkler, Fallert & Co. Société anonyme) (Fabbrica di macchine Winkler, Fallert & Ci, Società anonima) (Engineering Works Winkler, Fallert & Co., Incorporated), in Bern (SHAB. Nr. 171 vom 25. Juli 1947, Seite 2120). Alfred Brauen, von Kallnach, in der Papiermühle, Gemeinde Bolligen, wurde zum Prokuristen ernannt. Er zeichnet kollektiv mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

30. Dezember 1947. Baugeschäft.

Jenni & Niederhäuser, in Köniz, Baugeschäft, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 42 vom 16. Februar 1912, Seite 273). Die Gesellschaft ist aufgelöst. Nachdem die Liquidation durchgeführt ist, wird die Firma gelöscht.

30. Dezember 1947. Maschinen, Apparate.

Hans Christen, in Bern, Maschinen und Apparate (SHAB. Nr. 284 vom 5. Dezember 1942, Seite 2775). Diese Firma wird infolge Gründung einer Gesellschaft gelöscht. Aktiven und Passiven gehen über an die Kommanditgesellschaft «Hans Christen & Co.», in Bern.

30. Dezember 1947. Maschinen, Apparate.

Hans Christen & Co., in Bern. Unter dieser Firma besteht eine Kommanditgesellschaft, mit Beginn am 1. Januar 1948. Einziger unbeschränkt haftender Gesellschafter ist Hans Christen, von Thörigen, in Bern. Kommanditäre mit folgenden Kommanditen sind: Hans Donatsch, von Malans, in Bern, mit Fr. 50 000, und Hans Christen, Sohn, von Thörigen, in Bern, mit Fr. 5000. Die Gesellschaft erteilt Einzelprokura an Hans Karrer, von Schaffhausen, und Kollektivprokura an Hans Donatsch, von Malans, und Vinzenz Kilchör, von Liebistorf, alle in Bern. Die Kollektivprokuristen zeichnen kollektiv zu zweien unter sich. Die Gesellschaft übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Einzelfirma «Hans Christen», in Bern. Maschinen und Apparate. Geschäftsdomizil: Seilerstrasse 3 (in gemieteten Räumen).

30. Dezember 1947.

Spar- & Leihkasse in Bern (Caisse d'Epargne et de Prêts à Berne) (Cassa di Risparmio e Prestiti in Berna) (Loan and Savings Bank in Bern), in Bern, Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 65 vom 19. März 1947, Seite 766). Dr. jur. Emilio Albisetti wurde zum Vizedirektor ernannt. Er zeichnet kollektiv mit einem andern Unterschriftsberechtigten. Seine Kollektivprokura ist erloschen.

30. Dezember 1947.

Gesellschaft der Ludw. von Roll'schen Eisenwerke A.G., Werk Bern, Zweigniederlassung in Bern (SHAB. Nr. 34 vom 11. Februar 1947, Seite 410), Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in Gerlafingen. Dr. ing. Ernst Dübi, Präsident des Verwaltungsrates, ist infolge Todes ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Ernst Baechli (bisher Vizedirektor des Hauptsitzes) wurde zu einem Direktor des Hauptsitzes ernannt. Er zeichnet wie bisher kollektiv zu zweien für den Hauptsitz und für sämtliche Zweigniederlassungen mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten. Zu Prokuristen wurden ernannt: Werner Baumann und Max Bänninger, beide von Zürich, in Bern; sie zeichnen kollektiv unter sich oder mit einem der übrigen für die Zweigniederlassung Bern Zeichnungsberechtigten. Die Kollektivprokura von Emil Niedermann ist erloschen.

30. Dezember 1947. Autospritzwerk.

Rey & Schenk, in Bern, Autospritzwerk, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 232 vom 4. Oktober 1945, Seite 2407). Die Firma wird infolge Ueberganges des Geschäftes gelöscht. Aktiven und Passiven werden vom Gesellschafter L. Rey als Inhaber der gleichnamigen Einzelfirma, in Bern, übernommen.

30. Dezember 1947. Autospritzwerk.

L. Rey, in Bern. Inhaber der Firma ist Louis Rey-Macker, von Frankreich, in Bern. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der bisherigen Kollektivgesellschaft «Rey & Schenk», in Bern. Autospritzwerk. Belpstrasse 38 a.

30. Dezember 1947.

A. Massara G.m.b.H., Bauunternehmung, in Bern (SHAB. Nr. 18 vom 22. Januar 1944, Seite 175). Der Gesellschafter und Geschäftsführer, Alphonse Massara, ist infolge Todes aus der Gesellschaft ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Seine Stammeinlage von Fr. 43 000 ist mit Fr. 29 000 an Louise Massara, Witwe des Alphonse, übergegangen, deren bisherige Stammeinlage von Fr. 3000 sich auf Fr. 32 000 erhöht, und mit Fr. 14 000 auf den Gesellschafter Jean Marcel Massara, dessen Stammeinlage von Fr. 4000 sich auf Fr. 18 000 erhöht. Gemäss öffentlicher Urkunde über die Gesellschafterversammlung vom 26. Dezember 1947 wurden die Statuten entsprechend geändert.

30. Dezember 1947. Versicherungen.

Hermann Bürgi, in Bern. Inhaber der Firma ist Hermann Bürgi, von Lützel-flüh, in Muri bei Bern. Kollektivprokura wird erteilt an Robert Aellig, von Frutigen, und Robert Eichenberger, von Baden, beide in Bern. Versicherungs-agentur. Schwanengasse 14.

Bureau Biel

Nachträge.

Wüthrich & Carrel A.G., in Biel (SHAB. Nr. 304 vom 30. Dezember 1947, Seite 3830). Der Präsident und Delegierte des Verwaltungsrates, Fritz Wüthrich, wohnt nun in Cademario.

Bielser Lagerhausgesellschaft, in Biel (SHAB. Nr. 304 vom 30. Dezember 1947, Seite 3830). Der Präsident und Delegierte des Verwaltungsrates, Fritz Wüthrich, wohnt nun in Cademario.

29. Dezember 1947. Elektrische Unternehmung.

O. Bürgi et Cie. société anonyme, Zweigniederlassung in Biel, Betrieb einer elektrischen Unternehmung (SHAB. Nr. 28 vom 3. Februar 1941, Seite 226), Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in Lausanne. Der Verwaltungsrat besteht aus: Oscar Bürgi, Präsident (bisher), Charles Schenkel (bisher) und Jean Pierre Bürgi, von Grossaffoltern (Bern), in Zürich. Die Mitglieder des Verwaltungsrates führen Einzelunterschrift.

30. Dezember 1947.

G. von Burg, Zemoga Watch, in Biel. Inhaber der Firma ist: Georges von Burg, von und in Bettlach. Handel mit Uhren und Uhrenfurnituren, photographischen Artikeln und elektrischen Apparaten. Bahnhofstrasse 20.

30. Dezember 1947. Liegenschaften.

Immobilien A.G. Biel, in Biel (SHAB. Nr. 201 vom 30. August 1937, Seite 2002). Laut öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 20. Dezember 1947 wurden die Statuten revidiert und dem neuen Obligationenrecht angepasst. Das Aktienkapital von Fr. 5000 wurde auf Fr. 50 000 erhöht durch Ausgabe von 45 Namenaktien zu Fr. 1000, welche durch Verrechnung mit Forderungen voll liberiert sind. Das Aktienkapital beträgt nun Fr. 50 000 und ist eingeteilt in 50 voll liberierte Namenaktien zu Fr. 1000. Rosa Wacker ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden. Neu in den Verwaltungsrat wurden gewählt Marianne Wacker und Fritz Wacker, beide von Bern, in Biel.

Bureau Burgdorf

29. Dezember 1947. Buchhaltungen, Treuhand usw.

H. Brönnimann, in Burgdorf, Buchhaltungs-, Treuhand- und Revisionsbureau (SHAB. Nr. 24 vom 30. Januar 1945). Die Firma wird infolge Gründung einer Gesellschaft gelöscht. Aktiven und Passiven gehen über auf die nachstehend eingetragene Kommanditgesellschaft «H. Brönnimann & Co.», in Burgdorf.

29. Dezember 1947. Treuhand.

H. Brönnimann & Co., in Burgdorf. Unter dieser Firma besteht eine Kommanditgesellschaft, welche am 1. Januar 1948 beginnt. Unbeschränkt haftender Gesellschafter ist Hans Brönnimann, von Oberbalm, in Burgdorf; Kommanditär ist Alfred Horisberger, von Auswil, in Aarburg, mit einer Kommandite von Fr. 1000, welche in bar geleistet ist. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der vorstehend gelöschten Einzelfirma «H. Brönnimann», in Burgdorf. Einzelprokura wird erteilt an Fritz Gyger, von Quarten, in Zürich. Treuhandfunktionen aller Art, wie Buchführung, Kalkulation, Betriebsorganisation, Steuerberatung und Revision. Grünstassstrasse 21.

29. Dezember 1947. Schlosserei, Kochherde.

Gebr. von Arx, in Burgdorf, Schlosserei und Kochherdfabrikation, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 259 vom 5. November 1945). Die Gesellschaft wird auf den 31. Dezember 1947 aufgelöst. Die Liquidation wird durch die beiden Gesellschafter Ernst und Paul von Arx mit Einzelunterschrift durchgeführt.

29. Dezember 1947. Schlosserei, Kochherde.

Ernst von Arx, in Burgdorf. Inhaber dieser Einzelfirma ist Ernst von Arx, von Utzenstorf, in Burgdorf. Die Firma erteilt Einzelprokura an den Sohn des Firmainhabers, Ernst von Arx, geboren 1923, von Utzenstorf, in Burgdorf. Schlosserei und Kochherdfabrikation. Poliergasse 5.

29. Dezember 1947. Schlosserei, Kochherde.

Paul von Arx, in Burgdorf. Inhaber dieser Einzelfirma ist Paul von Arx, von Utzenstorf, in Burgdorf. Schlosserei und Kochherdfabrikation. Poliergasse 4.

30. Dezember 1947. Liegenschaften.

E. Hofer, in Kirchberg. Inhaber dieser Firma ist Ernst Hofer-Haller, von Langnau i. E., in Kirchberg (Bern). Liegenschaftsvermittlung. Ersigenstrasse.

Bureau Langnau (Bezirk Signau)

29. Dezember 1947. Eisen, Kohlen, Heizöl.

Rüttimann & Co., in Langnau i. E., Eisen- und Kohlenhandlung en gros und en détail, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 123 vom 27. Mai 1944, Seite 1199). Die Kommanditäre Martha Luisa Fröhlicher-Rüttimann und Gustav Affentranger sind ausgeschieden, ihre Kommanditen von je Fr. 5000 sind erloschen. Emma Rüttimann-Walker, Ehefrau des Willy, von Arni-Isisberg (Aargau), in Langnau i. E., ist als Kommanditärin mit einer Kommandite von Fr. 5000 eingetreten, welche bar einbezahlt ist. Ihr wird gleichzeitig Einzelprokura erteilt. Die Geschäftsnatur wird abgeändert in: Handel mit Eisen, Kohlen und Heizöl en gros und en détail.

Bureau de Neuveville

24 décembre 1947. Hôtel, boulangerie.

Franz Brand, à Prêles, hôtel de l'Ours, boulangerie (FOSC. du 25 mai 1929, page 1075). La raison est radiée par suite du décès du titulaire.

Luzern — Lucerne — Lucerna

27. Dezember 1947.

Schweizerische Nationalbank, Zweigniederlassung in Luzern (SHAB. Nr. 81 vom 9. April 1947, Seite 955). Laut Beschluss des Bankausschusses vom 27. November 1947 wurde an Georg Sidler, von Zug, in Luzern, Kollektivprokura für die Niederlassung Luzern erteilt. Er zeichnet kollektiv zu zweien mit einem der übrigen für die Niederlassung Luzern Zeichnungsberechtigten.

29. Dezember 1947.

Dr. Drack, GLOBUS-Reklame- und Cliché-Verlag, in Luzern. Inhaber dieser Firma ist Dr. phil. Walter Drack, von Obersiggenthal, in Nussbaumen bei Baden (Aargau). Unternehmen für Handels-, Gewerbe- und Industrieklame sowie für Verkehrswerbung, Handel mit Clichés. Maihofstrasse 69.

29. Dezember 1947. Handschuhe, Sportartikel.

S. L. Hanhart Söhne, in Luzern, Handschuh- und Sportartikelfabrik (SHAB. Nr. 87 vom 16. April 1947, Seite 1023). Heinrich S. Hanhart, von Diessenhofen, in Luzern, ist als weiterer Gesellschafter in diese Kollektivgesellschaft eingetreten. Neues Geschäftsdomizil: Lindenstrasse 15.

29. Dezember 1947. Schreinerei usw.

Otto Zwahlen, in Wolhusen. Inhaber der Firma ist Otto Zwahlen, von Wahlern, in Wolhusen. Mechanische Schreinerei, Spezialwerkstätte für Maschinenbau.

29. Dezember 1947. Drogerie usw.

Frau Kündig-Elmiger, in Reiden, Drogerie, Sanitätsgeschäft (SHAB. Nr. 5 vom 8. Januar 1945, Seite 45). Diese Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen. Aktiven und Passiven gehen über auf die neue Firma «Judith Kündig», in Reiden.

29. Dezember 1947. Drogerie usw.

Judith Kündig, in Reiden. Inhaberin der Firma ist Judith Kündig, von Sarmenstorf, in Reiden, welche Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «Frau Kündig-Elmiger», in Reiden, auf den 31. Dezember 1947 übernimmt. Drogerie und Sanitätsgeschäft.

29. Dezember 1947.

Sicher & Ginex G.m.b.H. bautechnische Produkte Luzern, in Luzern (SHAB. Nr. 83 vom 11. April 1947, Seite 980). Laut öffentlicher Urkunde vom 24. November 1947 hat sich diese Gesellschaft aufgelöst. Die Liquidation wird unter der Firma Sicher & Ginex G.m.b.H. bautechnische Produkte Luzern in Lq. durch Walter Rüttimann, von Hochdorf, in Luzern, mit Einzelunterschrift, durchgeführt. Die Unterschriften von Benjamin Sicher und Peter Ginex sind erloschen. Adresse: Stadthausstrasse 5 (beim Liquidator).

29. Dezember 1947.

Peter Ginex, bautechnische Produkte, in Luzern. Inhaber dieser Firma ist Peter Ginex, italienischer Staatsangehöriger, in Mailand. An Regina Ciotto, italienische Staatsangehörige, in Luzern, ist Einzelprokura erteilt. Fabrikation sämtlicher Produkte der Einzelfirma «Compagnia Italiana Cincinnati», in Mailand, insbesondere Bedachungsmaterialien und dergl. und deren Verkauf in der Schweiz. Pilatusstrasse 19.

30. Dezember 1947. Düsen, Apparate.

Dahinden & Eckert, in Luzern, Düsen- und Apparatebau (SHAB. Nr. 206 vom 2. September 1944, Seite 1959). Diese Kollektivgesellschaft hat sich aufgelöst, sie ist nach durchgeführter Liquidation erloschen. Aktiven und Passiven gehen über auf die neue Kommanditgesellschaft «Eckert & Co.», in Luzern.

30. Dezember 1947. Apparate.

Eckert & Co., in Luzern. Unter dieser Firma sind Albert Eckert, von Leuggern, in Luzern, und Julius Egloff, von und in Wettingen, eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche mit dem 1. Januar 1948 beginnt und Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «Dahinden & Eckert», in Luzern, auf dieses Datum übernimmt. Unbeschränkt haftender Gesellschafter ist Albert Eckert; Kommanditär mit dem Barbetrag von Fr. 1000: Julius Egloff. Apparatebau. Tribschenstrasse 18.

30. Dezember 1947.

Landwirtschaftliche Genossenschaft Aesch in Liquidation, in Aesch (SHAB. Nr. 124 vom 30. Juni 1938, Seite 1205). Diese Genossenschaft ist nach beendeter Liquidation erloschen.

30. Dezember 1947. Weine, Kolonialwaren usw.

A. Erni-Danner, in Wolhusen. Inhaber der Firma ist Albert Erni-Danner, von Werthenstein, in Wolhusen. Wein-, Spirituosen-, Kolonialwaren und Gemüsehandlung. Brugghöfli.

30. Dezember 1947. Konditorei.

Jakob Wildisen, in Luzern. Inhaber der Firma ist Jakob Wildisen, von und in Luzern. Konditorei, Tea-room Wesemlin. Wesemlinstrasse 40.

30. Dezember 1947. Stickereien usw.

Ed. Sturzenegger Aktiengesellschaft, Zweigniederlassung in Luzern, Fabrikation von und Handel mit Stickereien aller Art, vorzüglich Handstickereien usw. (SHAB. Nr. 78 vom 1. April 1944, Seite 771), mit Hauptsitz in St. Gallen. An ihrer Generalversammlung vom 14. November 1947 hat diese Gesellschaft die Statuten dem neuen Recht angepasst. Die Firma schreibt sich nun Ed. Sturzenegger A.G. Der Zweck wurde wie folgt erweitert: Fabrikation von und Handel mit Stickereien aller Art, im besondern Handstickereien, Lingerie- und Blusenkonfektion und anderen Artikeln der Textilbranche, Handel mit ähnlichen Artikeln en gros und en détail, Beteiligungen an Unternehmungen ähnlicher Art.

30. Dezember 1947. Restaurant.

Hans Lechner, in Luzern. Inhaber der Firma ist Hans Lechner, von Zürich, in Luzern. Betrieb des alkoholfreien Restaurants «Mercato». Stadthofstrasse 6.

30. Dezember 1947. Inkassobureau usw.

Leo Balmer-Ott, in Luzern, Inkasso- und Sachwalterbureau (SHAB. Nr. 32 vom 9. Februar 1943, Seite 314). An Franz Arnold, von Schlierbach, in Reussbühl, Gemeinde Littau, ist Einzelprokura erteilt.

30. Dezember 1947.

Architekturbüro Spettig G.m.b.H., in Luzern (SHAB. Nr. 54 vom 6. März 1946, Seite 702). Diese Gesellschaft hat sich an der Gesellschafterversammlung vom 24. Dezember 1947 aufgelöst; sie ist nach durchgeführter Liquidation erloschen.

Obwalden — Unterwald-le-haut — Unterwalden aito

29. Dezember 1947.

Holzba A.G. Lungern a. Brünig, in Lungern (SHAB. Nr. 164 vom 17. Juli 1945, Seite 1694). In der ausserordentlichen Generalversammlung vom 27. Dezember 1947 wurde das Aktienkapital von Fr. 100 000 auf Fr. 200 000 erhöht durch Ausgabe von 100 Namenaktien zu Fr. 1000. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das Aktienkapital beträgt nun Fr. 200 000, eingeteilt in 200 Namenaktien zu Fr. 1000, welche voll einbezahlt sind.

Freiburg — Fribourg — Friburgo

Bureau d'Estavayer-le-Lac

30 décembre 1947. Epicerie, mercerie.

J. Fragnière, à La Vounaise. Le chef de cette raison individuelle est Jules Fragnière, feu Joseph, de Sorens, à La Vounaise. Epicerie, mercerie.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Balsthal

26. Dezember 1947.

Landwirtschaftliche Genossenschaft Gäu und Umgebung, in Niederbuchsiten (SHAB. Nr. 303 vom 27. Dezember 1933, Seite 3090). In der Generalversammlung vom 10. Dezember 1947 wurden neue, dem revidierten Obligationenrecht angepasste Statuten angenommen. Die Firma der Genossenschaft lautet nun Landwirtschaftliche Genossenschaft Niederbuchsiten. Der Zweck der Genossenschaft ist die Förderung der wirtschaftlichen und kulturellen Interessen der angeschlossenen Mitglieder. Die Genossenschaft ist Mitglied des «Verbandes landwirtschaftlicher Genossenschaften der Nordwestschweiz». Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet in erster Linie deren Vermögen. Reicht dieses nicht aus, so haften die Mitglieder mit ihrem ganzen Vermögen. Ueberdies ist jedes Mitglied verpflichtet, Bilanzverluste durch Nachschüsse zu decken. Die Bekanntmachungen erfolgen im «Anzeiger für das Gäu und Thal», die vom Gesetz vorgeschriebenen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Der Vorstand besteht nunmehr aus 5 bis 7 Mitgliedern. Die Unterschrift führen der Präsident oder der Vizepräsident kollektiv mit dem Aktuar

oder dem Kassier. Die Unterschriften von Pius Bobst und Simon Ingold sind erloschen. Viktor Henziross ist neuer Präsident (bisher Vizepräsident); Alois Luterbacher Vizepräsident und Linus Zeltner Aktuar/Kassier; alle von und in Niederbuchiten. Domizil: beim Aktuar/Kassier Linus Zeltner, in Niederbuchiten.

29. Dezember 1947. Ebauches.

Roseba A.G., in Welschenrohr, Fabrikation von und Handel mit Roskopf-Ebauches verschiedener Kaliber und von einschlägigen Erzeugnissen, Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 41 vom 28. Juni 1946, Seite 2019). Dr. Paul Büttiker ist als Mitglied und als Präsident des Verwaltungsrates zurückgetreten; dessen Unterschriftsberechtigung ist erloschen. Neu ist zum Präsidenten des Verwaltungsrates der bisherige Vizepräsident Jean Girard, von Grenèhen, in Moutier, ernannt worden. Er zeichnet wie bisher kollektiv mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten. An Adolf Allemann-Hitz, von und in Welschenrohr, wird Einzelunterschrift erteilt. Fritz Müller, von Rütli bei Büren an der Aare, in Welschenrohr, ist zum Kollektivprokuristen ernannt worden.

Bureau Dorneck

29. Dezember 1947.

Aktien-Gesellschaft Gasthof zum Ochsen in Dornachbrugg, in Dornach (SHAB. Nr. 138 vom 18. Juni 1942, Seite 1383). Der Verwaltungsrat wurde wie folgt neu bestellt: Carl Baholzer, von Basel, in Aesch (Basel-Landschaft), als Präsident; Arthur Emil Graber, als Vizepräsident (bisher Mitglied, und Adolf Wunderlich, von Iseltwald, in Arlesheim. Nunmehr zeichnen Präsident und Vizepräsident kollektiv. Theodor Stadler ist aus der Verwaltung ausgeschieden; seine Zeichnungsberechtigung ist erloschen.

Bureau Ollen-Gösigen

29. Dezember 1947.

Isler & Müller, Optiker, vorm. M. Ramstein, Iberg & Cie., Filiale Olten, in Olten, Optik, Photo, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 141 vom 23. Juni 1941, Seite 1218). Die Gesellschaft hat sich aufgelöst und wird nach durchgeführter Liquidation gelöscht. Aktiven und Passiven werden von der Einzelfirma «W. Isler», in Olten, übernommen.

29. Dezember 1947. Optik.

W. Isler, in Olten. Inhaber dieser Firma ist Werner Isler, von Wohlen (Aargau), in Olten, welcher Aktiven und Passiven der erloschenen Kollektivgesellschaft «Isler & Müller, Optiker, vorm. M. Ramstein, Iberg & Cie., Filiale Olten», in Olten, übernimmt. Spezialgeschäft für Optik. Basler Strasse 25.

29. Dezember 1947.

Gesellschaft der Ludw. von Roll'schen Eisenwerke A.G., Giesserei Olten, Zweigniederlassung in Olten (SHAB. Nr. 231 vom 3. Oktober 1946, Seite 2879), Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in Gerlafingen. Dr. ing. Ernst Dübi, Präsident des Verwaltungsrates, ist infolge Todes aus diesem ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Ernst Baechli (bisher Vizedirektor) wurde zu einem Direktor des Hauptsitzes ernannt. Er zeichnet wie bisher für den Hauptsitz und für sämtliche Zweigniederlassungen kollektiv zu zweien mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

Schaffhausen — Schaffhouse — Sciaffusa

29. Dezember 1947. Bäckerei usw.

Joh. Ammann's Erben, in Stein am Rhein. Witwe Mathilde Ammann-Kirchhofer, Mathilde Ammann, Ida Ammann und Hans Ammann, alle von Wängi und Stein am Rhein, in Stein am Rhein, sind unter dieser Firma eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Juni 1946 ihren Anfang nahm. Bäckerei und Konditorei. Hauptstrasse 4.

29. Dezember 1947.

Heizanlagen Aktiengesellschaft, in Schaffhausen (SHAB. Nr. 142 vom 23. Juni 1942, Seite 1430). Laut öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 22. November 1947 hat die Gesellschaft ihre Auflösung beschlossen. Die Liquidation wird unter der Firma **Heizanlagen Aktiengesellschaft in Liq.** durch den bisherigen Präsidenten des Verwaltungsrates, Erwin Eugen Rahm, als Liquidator durchgeführt. Er führt wie bisher Einzelunterschrift. Die Unterschrift von Johann Meier-Müller, Vizepräsident, ist erloschen.

29. Dezember 1947. Spezereien usw.

Hermann Liechti, in Schaffhausen, Spezerei- und Futterwarenhandlung (SHAB. Nr. 63 vom 18. März 1925, Seite 452). Diese Firma ist infolge Verkaufs des Geschäftes erloschen.

Appenzell A.-Rh. — Appenzell Rh. ext. — Appenzello est.

29. Dezember 1947. Metzgerei.

Otto Link, in Speicher. Inhaber dieser Firma ist Otto Link, von Deutschland, in Speicher. Metzgerei. Hinterwies 537.

30. Dezember 1947. Spenglerei usw.

Ernst Tanner-Diem, in Herisau, Spenglerei und sanitäre Installationen (SHAB. Nr. 128 vom 4. Juni 1935, Seite 1415). Die Firma ist infolge Abtretung des Geschäftes mit Aktiven und Passiven an die Kollektivgesellschaft «Ernst & Paul Tanner», in Herisau, erloschen.

30. Dezember 1947. Spenglerei usw.

Ernst & Paul Tanner, in Herisau. Unter dieser Firma sind Ernst Tanner-Diem und Paul Tanner-Meier, beide von und in Herisau, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1948 beginnt und gemäss Bilanz vom 31. Dezember 1947 Aktiven und Passiven der bisherigen Einzelfirma «Ernst Tanner-Diem», in Herisau, übernimmt. Spenglerei und sanitäre Anlagen. Oberdorfstrasse 43 und 46.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

29. Dezember 1947.

Gastrocknungsgenossenschaft Gams, in Gams (SHAB. Nr. 204 vom 2. September 1947, Seite 2540). Diese Genossenschaft hat sich infolge Umwandlung in eine Aktiengesellschaft laut Beschluss der Genossenschafterversammlung vom 30. November 1947 aufgelöst.

29. Dezember 1947.

Baumaterialien A.G. Gams, in Gams. Die «Gastrocknungsgenossenschaft Gams», in Gams (SHAB. Nr. 204 vom 2. September 1947, Seite 2540) hat sich auf Grund der Verordnung des Bundesrates vom 29. Dezember 1939 und laut öffentlicher Urkunde vom 30. November 1947 unter der eingangs erwähnten Firma in eine Aktiengesellschaft umgewandelt. Die Statuten datieren vom 30. November 1947. Sie bezweckt die Herstellung von Zementwaren, Gipsplatten usw., sowie den Handel in diesen und ähnlichen Baustoffen und die Beteiligung an gleichartigen oder verwandten Unternehmen, Das Aktien-

kapital beträgt Fr. 51 200, eingeteilt in 512 auf den Namen lautende voll liberierte Aktien zu Fr. 100. Es wurde gebildet durch Umwandlung der bisherigen 512 Anteilscheine zu Fr. 100 in 512 Aktien zu Fr. 100. Das Gesellschaftsvermögen besteht aus Aktiven und Passiven der bisherigen «Gastrocknungsgenossenschaft Gams». Die per 31. Dezember 1946 erstellte Uebersichtsbilanz ergibt an Aktiven und Passiven je Fr. 215 137.38, wobei unter den Passiven das Anteilscheinkapital von total Fr. 51 200 inbegriffen ist. Der Verwaltungsrat besteht aus 3 bis 5 Mitgliedern. Ihm gehören zurzeit an: Wilhelm Grüninger, von Näfels, in Flums, Präsident; Bernhard Kaiser, von und in Gams; Mathias Eggenberger, von Grabs, in Azmoos, Gemeinde Wartau. Die Mitglieder des Verwaltungsrates führen unter sich Kollektivunterschrift zu zweien. Die Einladungen und Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief oder durch Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt, welches Publikationsorgan der Gesellschaft ist. Geschäftslokal: Betriebsbureau bei der Station Haag-Gams.

Graubünden — Grisons — Grigioni

29. Dezember 1947.

Engadiner Aktienbrauerei (Bieraria Engiadinaisa), in Selharigna/Celerina, Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 34 vom 11. Februar 1946, Seite 447). Diese Gesellschaft hat in ihrer Generalversammlung vom 3. Mai 1947 neue, dem revidierten Obligationenrecht angepasste Statuten genehmigt. Zweck der Gesellschaft ist der Betrieb des Brauergewerbes sowie der in Eigentum der Gesellschaft befindlichen Wirtschaften und eventueller Erwerb oder Verkauf, Bau, Pacht und Betrieb gleichartiger Geschäfte. Das Grundkapital von Fr. 450 000 ist voll einbezahlt. Der Verwaltungsrat besteht aus 3 bis 5 Mitgliedern. Die Unterschrift führt der Präsident oder der Vizepräsident. Vizepräsident ist Gustav Töndury, von S-chanf, in Samedan. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen mittels Chargebrief. Publikationsorgane sind das «Amtsblatt des Kantons Graubünden», das «Fögl Ladin» und, soweit gesetzlich vorgeschrieben, das Schweizerische Handelsamtsblatt.

29. Dezember 1947.

Milchproduzenten-Genossenschaft Haldenstein, in Haldenstein (SHAB. Nr. 208 vom 6. September 1947, Seite 2590). Die Unterschriften von Ulrich Walser-Meiler und Andreas Felix-Sonder sind erloschen. Neu wurden gewählt: Peter Batänjer, als Aktuar, und Jakob Felix-Walsch, als Vizepräsident und Kassier, beide von und in Haldenstein. Die Unterschrift führen der Präsident, der Vizepräsident und der Aktuar kollektiv zu zweien.

29. Dezember 1947.

Schweine-Zucht-Genossenschaft Münstertal, mit Sitz am jeweiligen Wohnort des Präsidenten, bisher in Sta. Maria i. M. (SHAB. Nr. 274 vom 21. November 1944, Seite 2567). Die Genossenschaft hat in ihrer Generalversammlung vom 3. Oktober 1947 die Statuten in Anpassung an das neue Recht revidiert. Die Firma lautet jetzt **Società d'allevamaint da limaris Val Müstair**. Der Sitz der Genossenschaft ist in Sta. Maria i. M. Das Genossenschaftskapital zerfällt in Anteilscheine zu Fr. 5. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet nur deren Vermögen. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Unterschrift von Rudolf Andri ist erloschen. Als Aktuar wurde neu gewählt Jon B. Malgiaritta, von und in Müstair. Die Unterschrift führen der Präsident und der Aktuar kollektiv.

29. Dezember 1947.

Aktiengesellschaft Grand Hotel St. Moritz, in St. Moritz (SHAB. Nr. 54 vom 6. März 1946, Seite 706). Diese Gesellschaft hat sich durch Beschluss der Generalversammlung vom 16. Dezember 1947 aufgelöst. Da die Liquidation bereits durchgeführt ist, wird die Firma gelöscht.

29. Dezember 1947. Handels- und Verwaltungsgeschäfte.

Transintra A.-G., in Chur, Durchführung von Handels- und Verwaltungsgeschäften aller Art (SHAB. Nr. 109 vom 10. Mai 1941, Seite 1067). Diese Firma wird infolge Verlegung des Sitzes nach Sarnen (SHAB. Nr. 279 vom 28. November 1947, Seite 3520) im Handelsregister von Graubünden von Amtes wegen gelöscht.

29. Dezember 1947.

Bündnerischer Weinhändler-Verband in Chur, in Chur, Genossenschaft (SHAB. Nr. 83 vom 11. April 1947, Seite 981). In der Generalversammlung vom 13. Dezember 1947 wurde die Auflösung der Genossenschaft beschlossen. Aktiven und Passiven gehen an den neugegründeten, nicht eintragungspflichtigen Verein unter gleichem Namen über. Nach durchgeführter Liquidation wird die Genossenschaft gelöscht.

29. Dezember 1947. Schmiede.

King Jos. Sohn, in Chur, Huf-, Wagen- und Autoschmiede (SHAB. Nr. 135 vom 12. Juni 1943, Seite 1335). Diese Firma ist infolge Verkaufes des Geschäftes erloschen.

Aargau — Argovie — Argovia

24. Dezember 1947.

Kammgarnweberei Bleiche A.G., in Zofingen (SHAB. Nr. 285 vom 5. Dezember 1947, Seite 3601). In der Generalversammlung vom 22. Dezember 1947 wurde das Grundkapital von bisher Fr. 120 000, eingeteilt in 120 Namenaktien zu Fr. 1000, auf Fr. 400 000 erhöht durch Ausgabe von 280 neuen Namenaktien zu Fr. 1000. Die Statuten sind entsprechend abgeändert worden. Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt nun Fr. 400 000, eingeteilt in 400 Namenaktien zu Fr. 1000, welche voll einbezahlt sind.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Bellinzona

22 dicembre 1947. Libreria, cartoleria, ecc.

Ella Colombi Società Anonima, in Bellinzona (FUSC. del 4 febbraio 1935, N° 28, pagina 303). Nella sua assemblea generale del 17 novembre 1947, la società ha modificato gli statuti nel senso che l'organo per le pubblicazioni è il Foglio ufficiale svizzero di commercio.

22 dicembre 1947. Industria meccanica.

Società anonima Ceretti e Tanfani, in Bellinzona (FUSC. del 5 luglio 1937, N° 153, pagina 1581). Nella sua assemblea generale del 15 novembre 1947, la società ha riveduto gli statuti sociali adattandoli alle disposizioni del C.O. La ragione sociale è modificata in **Ceretti & Tanfani S.A.** e la sede portata a Giubiasco. Il capitale sociale da 10 000 fr. è aumentato a 50 000 fr. con l'emissione di 40 nuove azioni, al portatore, da 1000 fr. ciascuna. Sul capitale iniziale di 10 000 fr., furono liberati a suo tempo 5000 fr. con conferimenti di brevetti e 1000 fr. in contanti. Il residuo capitale sociale è stato liberato per 20 000 fr. In totale, in conto del capitale sociale di 50 000 fr., una somma di 26 000 fr. risulta quindi versata in denaro o coperta con conferimenti in

natura. Le azioni precedentemente nominative sono state trasformate al portatore, di modo che il capitale sociale di 50 000 fr., è suddiviso in 50 azioni al portatore. La società ha per iscopo l'esercizio della industria meccanica in genere, con speciale riferimento allo studio ed alla costruzione di impianti per trasporti e sollevamenti, il commercio, importazione, esportazione e noleggio di macchinario. Il consiglio di amministrazione si compone da uno a tre membri, attualmente da tre che sono: Alberto Robiati, fu Giuseppe, italiano, in Milano, presidente; Fausto Cattaneo, fu Angelo, da Faedo, in Giubiasco, e Aldo Delmùe, fu Luigi, da ed in Biasca, membri. La società è vincolata dalla firma collettiva del presidente Alberto Robiati e da quella del membro Fausto Cattaneo. Fausto Cattaneo ha inoltre diritto alla firma individuale. Arnaldo Bolla e Carlo Carcano non fanno più parte del consiglio di amministrazione. Sede: presso « Ferriere Cattaneo S.A. ».

22 dicembre 1947.

Grafica Bellinzona S.A., con sede in Bellinzona (FUSC. del 18 novembre 1933, N° 271, pagina 2707). Nella sua assemblea generale del 6 dicembre 1947, la società ha proceduto alla revisione degli statuti sociali per adattarli alle vigenti disposizioni di legge. Il capitale sociale viene aumentato da 45 000 fr. a 50 000 fr. mediante emissione di 10 azioni nominative da 500 fr. ciascuna. Il capitale è interamente liberato. Le pubblicazioni sociali richieste dalla legge avverranno sul Foglio ufficiale svizzero di commercio, le altre sul Foglio ufficiale cantonale.

22 dicembre 1947.

Consorzio allevamento bestiame bovino Pedevilla, in Giubiasco, società cooperativa (FUSC. del 7 febbraio 1946, N° 31, pagina 416). Nella sua assemblea generale del 30 novembre 1947, la società ha modificato gli statuti sociali nel senso che le pubblicazioni prescritte dalla legge saranno fatte sul Foglio ufficiale svizzero di commercio.

22 dicembre 1947.

Consorzio Allevamento bestiame bovino Gudo, in Gudo, società cooperativa (FUSC. del 19 febbraio 1934, N° 41, pagina 449). Nella sua assemblea generale del 10 novembre 1947, la società ha modificato gli statuti sociali nel senso che le pubblicazioni prescritte dalla legge appariranno sul Foglio ufficiale svizzero di commercio, le altre come precedentemente.

22 dicembre 1947.

Consorzio bestiame bovino razza bruna, in Cadenazzo, società cooperativa (FUSC. del 13 ottobre 1931, N° 247, pagina 2268). Nella sua assemblea generale del 29 novembre 1947, la società ha proceduto ad alcune modificazioni degli statuti sociali. Le pubblicazioni prescritte dalla legge avverranno sul Foglio ufficiale svizzero di commercio.

22 dicembre 1947.

Consorzio Allevamento Bestiame Bovino, Preonzo, in Preonzo, società cooperativa (FUSC. del 5 marzo 1935, N° 53, pagina 574/75). Nella sua assemblea generale del 3 dicembre 1947, la società ha completato gli statuti sociali. Le pubblicazioni prescritte dalla legge saranno fatte sul Foglio ufficiale svizzero di commercio.

22 dicembre 1947.

Consorzio Allevamento bestiame Camorino, in Camorino, società cooperativa (FUSC. del 20 gennaio 1936, N° 15, pagina 144). Nella sua assemblea generale del 29 novembre 1947, la società ha modificato gli statuti sociali. Le pubblicazioni sociali prescritte dalla legge saranno fatte sul Foglio ufficiale svizzero di commercio, le altre sull'« Agricoltore Ticinese ».

22 dicembre 1947.

Consorzio Allevamento bestiame bovino S. Antonino, in S. Antonino, società cooperativa (FUSC. del 28 luglio 1937, N° 173, pagina 1782). Nella sua assemblea generale del 26 novembre 1947, la società ha completato gli statuti sociali nel senso che le pubblicazioni sociali prescritte dalla legge saranno fatte sul Foglio ufficiale svizzero di commercio, le altre come precedentemente.

Ufficio di Cevio (distretto di Vallemaggia)

30 dicembre 1947. Commestibili, ecc.

Palla Filippo, in Cevio, negozio di commestibili e generi diversi (FUSC. del 23 luglio 1931, N° 168, pagina 1616). La ditta non essendo più soggetta all'obbligo di iscrizione (art. 54 O.R.C.), la ragione sociale viene cancellata ad istanza del titolare.

Ufficio di Locarno

24 dicembre 1947. Articoli di ogni genere.

Varini & Co., con sede in Orselina, società in accomandita, importazioni, esportazioni, di manufatti di ogni genere, articoli musicali, orficerie, gioiellerie, argenterie, posaterie ed astucci relativi; oggetti artistici; cristallerie (FUSC. del 19 luglio 1947, N° 166, pagina 2043). La dicitura del genere di commercio è modificata come segue: importazioni-esportazioni di manufatti di ogni genere. Articoli musicali; orficerie, gioiellerie, argenterie, posaterie ed affini; astucci relativi; oggetti artistici in ogni metallo; cristallerie, porcellanerie ed affini.

29 dicembre 1947.

Hans Isler, Bar Cèll, in Locarno (FUSC. del 7 novembre 1947, N° 261, pagina 3300). Con decreto 16 dicembre 1947, la Pretura di Locarno ha pronunciato il fallimento del titolare.

29 dicembre 1947. Impresa edile e stradale, ecc.

Vela Piero, in Locarno. Il titolare è Piero Vela, fu Teodoro, da Balerna, in Locarno. Impresa edile e stradale; materiali da costruzione. Via ai Prati.

Ufficio di Lugano

29 dicembre 1947. Panetteria, commestibili.

Brenna e Ferrari, in Lugano, commercio di generi di panetteria e commestibili (FUSC. del 28 agosto 1945, N° 200, pagina 2053). Questa società in nome collettivo viene cancellata per avvenuto scioglimento e liquidazione mediante cessione di attivo e passivo alla ditta individuale « Gioachimo Ferrari », in Lugano.

29 dicembre 1947. Panetteria, commestibili.

Gioachimo Ferrari, in Lugano. Titolare della ditta è Gioachimo Ferrari, fu Carlo, da Ligornetto, a Lugano, che ha assunto attivo e passivo della cancellata ditta « Brenna e Ferrari », in Lugano. Commercio in generi di panetteria e commestibili. Piazza Cioccaro 4.

29 dicembre 1947. Fotografia.

Camille Frossard, in Lugano, fotografia (FUSC. del 25 giugno 1914, N° 149 pagina 1111). La ditta viene cancellata per cessione di azienda alla nuova ditta « Louis Abächerli succ. a Camille Frossard », in Lugano.

29 dicembre 1947. Fotografia.

Louis Abächerli succ. a Camille Frossard, in Lugano. Titolare è Louis Abächerli, fu Giuseppe, da Giswil, a Lugano. Fotografia. Via Canova 16.

29 dicembre 1947. Riscaldamenti, impianti sanitari.

Guggliari e Co., in Lugano, riscaldamenti e impianti sanitari (FUSC. del 3 novembre 1942, N° 256, pagina 2515). Questa società in nome collettivo modifica la propria ragione sociale in **Guggliari e Albeverio**.

29 dicembre 1947.

« **Fruttor** » Società Anonima Importazione Frutta e Ortaggi, in Lugano (FUSC. del 9 giugno 1936, N° 132, pagina 1399). La società è dichiarata sciolta per aver omesso di porre in consonanza il suo statuto alle nuove disposizioni legali. La ragione sociale è modificata in: « **Fruttor** » Società Anonima Importazione Frutta e Ortaggi in liquidazione. Sono iscritti come liquidatori, gli amministratori in carica Fausto Ronchi, Adelio Binaghi e Ettore Prada i quali cureranno la liquidazione a sensi di legge.

29 dicembre 1947.

S.A. Commissioni Rappresentanze (Sacora), in Lugano (FUSC. del 10 dicembre 1935, N° 289, pagina 3024). La società è dichiarata sciolta per aver omesso di porre in consonanza il suo statuto alle nuove disposizioni legali. La ragione sociale è modificata in: **S.A. Commissioni Rappresentanze (Sacora) in liquidazione**. Sono iscritti come liquidatori gli amministratori in carica: Ermanno Steiner e Camillo Pianzola i quali cureranno la liquidazione a sensi di legge.

30 dicembre 1947.

Società per l'Acqua Potabile in Caslano, con sede a Caslano, società anonima (FUSC. del 3 marzo 1947, N° 51, pagina 604). Con risoluzione assembleare 27 dicembre 1947, la società ha deciso il suo scioglimento. La liquidazione viene affidata agli attuali amministratori Mario Ferretti, fu Giuseppe, Luigi Brugnetti, fu Giacobbe e Fausto Cornelio Trainoni, fu Domenico, i quali firmeranno sotto la ragione sociale: **Società per l'Acqua Potabile in Caslano in liquidazione** come segue: Fausto Cornelio Trainoni collettivamente con Mario Ferretti o con Luigi Brugnetti.

30 dicembre 1947. Costruzioni, ecc.

Antonini Michele, in Tesserete. Titolare è Michele Antonini di D^r Mario, da Lugaggia, domiciliato a Tesserete. Impresa di costruzioni edili e stradali, lavori di intonaco e di gesso, materiali da costruzione.

Ufficio di Mendrisio

29 dicembre 1947. Tipografia, cartoleria, ecc.

Eredi Grasselli, in Chiasso, tipografia, cartoleria, libreria con negozio di oggetti di cancelleria, società in nome collettivo (FUSC. del 29 settembre 1932, N° 228, pagina 2303). La società è sciolta. La liquidazione essendo terminata, la ragione sociale è cancellata. Attivo e passivo sono assenti dalla nuova ditta individuale « Grasselli Alberto, successore a Eredi Grasselli », in Chiasso.

29 dicembre 1947. Tipografia, cartoleria, ecc.

Grasselli Alberto, successore a Eredi Grasselli, in Chiasso. Titolare è Alberto Grasselli, fu Saverio, da ed in Chiasso. La ditta ha ripreso, con assunzione di attivo e passivo, l'azienda sin qui gestita dalla società in nome collettivo « Eredi Grasselli », in Chiasso, ora cancellata. Tipografia, cartoleria, libreria con negozio di oggetti di cancelleria. Via Emilio Bossi 13.

29 dicembre 1947. Prodotti agricoli.

W. Hold, in Chiasso, importazione ed esportazione di prodotti agricoli ticinesi ed esteri (FUSC. del 31 gennaio 1941, N° 26, pagina 211). È conferita procura, con firma individuale, a Pino Gianini, fu Giuseppe, da Gentilino, in Arzo.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau d'Aigle

19 novembre 1947.

Association des co-propriétaires de la Montagne de Perche, à Ormont-Dessous (FOSC. des 28 septembre 1900 et 31 mars 1939), société coopérative. Dans son assemblée générale du 27 mai 1945, la société a décidé sa radiation. La société n'ayant pas de passif, la raison est radiée.

29 décembre 1947. Machines à coudre.

André Genillard, anx Diablerets. Le chef de la maison est Paul-André Genillard, d'Ormont-Dessous, anx Diablerets. Entretien et réparation à domicile des machines à coudre, à l'enseigne: d'« Idéal Service ».

29 décembre 1947.

Société du Gaz de la Plaine du Rhône, à Aigle, société anonyme (FOSC. du 18 décembre 1946, N° 296). La société fait inscrire que, dans son assemblée générale du 16 décembre 1947, elle a élu membre de son conseil d'administration, en remplacement de Henri Anbort, démissionnaire, Charles-Henri Morex-Stauber, d'Ormont-Dessous, à Bex. Ce membre n'a pas la signature sociale.

29 décembre 1947. Boucherie, charcuterie.

E. Ursenbacher, à Villeneuve, boucherie-charcuterie (FOSC. du 13 septembre 1939). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

29 décembre 1947. Boucherie, charcuterie.

Otto Salvisberg, précédemment à Renan (Jura bernois) (FOSC. du 9 novembre 1944). La maison a transféré son siège à Villeneuve. Le titulaire est Otto Salvisberg, de Mühleberg (Berne), domicilié actuellement à Villeneuve. Boucherie, charcuterie. Grand'Rue 45.

Bureau d'Avenches

27 décembre 1947. Fers, quincaillerie, etc.

Jules Revilly, à Avenches, fers, quincaillerie, outils et machines agricoles (FOSC. du 9 août 1924, N° 185, page 1353). La raison est radiée par suite de décès du titulaire. L'actif et le passif sont repris par la maison « Werner Muhlmann, successeur de Jules Revilly », à Avenches, inscrite ce jour.

27 décembre 1947. Fers, quincaillerie, etc.

Werner Muhlmann, successeur de Jules Revilly, à Avenches. Le chef de la raison est Werner-René-Max Muhlmann, d'Allemagne, à Avenches. Il reprend l'actif et le passif de la maison « Jules Revilly », à Avenches, radiée ce jour. Commerce de fers, quincaillerie, outils et machines agricoles.

29 décembre 1947. Vins.

Schneiter Frères, à Vallamand-Dessous, commune de Bellerive, société en nom collectif, viticulture et commerce de vins (FOSC. du 14 août 1943, N° 188, page 1843). L'associé Hermann Schneiter s'est retiré de l'association. Celle-ci est dissoute. La liquidation est terminée. L'actif et le passif sont repris par l'associé Ernest Schneiter, sous la raison « Ernest Schneiter, successeur de Schneiter Frères », à Vallamand-Dessous, commune de Bellerive.

29 décembre 1947. Vins.

Ernest Schneiter, successeur de Schneiter Frères, à Vallamand-Dessous, commune de Bellerive. Le chef de la raison est Ernest Schneiter, d'Amoldingen, à Vallamand-Dessous, commune de Bellerive (Vaud). Il reprend l'actif et le passif de la société en nom collectif « Schneiter Frères », à Vallamand-Dessous, commune de Bellerive, radiée ce jour. Viticulture et commerce de vins.

Bureau de Lausanne

24 décembre 1947. Pension-clinique.

La Messagère S.A., à Lausanne. Suivant acte authentique et statuts du 13 décembre 1947, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but d'exploiter une pension-clinique ou tout autre établissement de ce genre. Elle se propose notamment d'acquérir un immeuble dit « La Messagère », situé sur le territoire de la commune de Lausanne, en Vennes, où se trouve actuellement une pension-clinique. L'achat aura lieu, pour le prix de 150 000 fr. comprenant outre l'immeuble sus-visé d'une surface totale de 33 ares 07 centiares, les objets mobiliers meublant cet établissement suivant inventaire annexé aux statuts. Le capital est de 50 000 fr., divisé en 50 actions nominatives de 1000 fr., libérées de 20 000 fr. en espèces. Les publications se font dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les communications aux actionnaires se font par lettres recommandées. La société est administrée par un conseil d'administration de 1 à 3 membres. René Clivaz, de Randogne (Valais), à Lausanne, est nommé seul administrateur avec signature individuelle. Bureau: Maison de repos de Vert-Vennes, Vennes sur Lausanne (chez l'administrateur).

24 décembre 1947. Immeubles.

Mont Parnasse A, à Lausanne, affaires immobilières (FOSC. du 19 décembre 1933). Suivant procès-verbal authentique du 22 décembre 1947, la société a: modifié la raison sociale en **Avenue Rambert N° 28**; porté le capital de 5000 fr. à 50 000 fr. par: a) l'échange des 5 actions nominatives de 1000 fr. composant le capital primitif, entièrement libéré, en 5 actions au porteur de 2500 fr., libérées de 40%; b) par l'émission de 15 autres actions au porteur de 2500 fr., libérées de 15 000 fr. par compensation partielle de créance; c) adopté de nouveaux statuts conformes aux dispositions actuelles du Code des obligations. La société a pour but l'acquisition, l'aménagement, la construction, la transformation, l'exploitation, la location, la vente et l'échange d'immeubles bâtis ou non bâtis et de droits immobiliers. Elle pourra s'intéresser à toutes sociétés ou entreprises en rapport avec le but social. Elle exploite un immeuble dont elle est propriétaire, situé à l'avenue Rambert 28, à Lausanne. Le capital est de 50 000 fr., divisé en 20 actions au porteur de 2500 fr., libérées de 20 000 fr. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. L'assemblée générale est convoquée par insertion dans cet organe ou par avis personnels aux actionnaires connus. Le conseil se compose d'un ou de plusieurs membres.

24 décembre 1947. Immeubles.

S. I. Place de la Sallaz B, S.A., à Lausanne. Suivant acte authentique et statuts du 19 décembre 1947, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la vente, la rénovation, la transformation et l'exploitation de tous immeubles bâtis ou non bâtis, de même que leur gérance. Comme première opération, elle se propose d'acquérir, à La Sallaz sur Lausanne, une parcelle de terrain à bâtir de 1801 m², au prix de 30 fr. le mètre carré. Le capital est de 50 000 fr., divisé en 50 actions au porteur de 1000 fr., entièrement libérées, en espèces. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les actionnaires sont convoqués par insertion dans cet organe. Le conseil se compose de 1 à 3 membres. Est nommé seul administrateur avec signature individuelle Gottlieb Corrodi, de et à Zurich. Bureau: Grand-Pont 18 (chez A. Berguer et R. Hämmerli, architectes).

24 décembre 1947. Immeubles.

S. I. Place de la Sallaz C, S.A., à Lausanne. Suivant acte authentique et statuts du 19 décembre 1947, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la vente, la rénovation, la transformation et l'exploitation de tous immeubles bâtis ou non bâtis, de même que leur gérance. Comme première opération, elle se propose d'acquérir, à La Sallaz sur Lausanne, une parcelle de terrain à bâtir de 1798 m² au prix de 30 fr. le mètre carré. Le capital est de 50 000 fr., divisé en 50 actions au porteur de 1000 fr., entièrement libérées. Les publications sont faites et les actionnaires convoqués par insertion dans la Feuille officielle suisse du commerce. Le conseil d'administration se compose de 1 à 3 membres. Est nommé seul administrateur avec signature individuelle Gottlieb Corrodi, de et à Zurich. Bureau: Grand-Pont 18 (chez A. Berguer et R. Hämmerli, architectes).

24 décembre 1947.

Société Immobilière du Nozon S.A., à Lausanne (FOSC. du 18 avril 1947, page 1049). Suivant procès-verbal authentique du 1^{er} décembre 1947, la société a décidé de porter le capital social de 50 000 fr. à 110 000 fr. par l'émission de 60 actions nouvelles au porteur de 1000 fr., entièrement libérées par compensation totale de créances. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Le capital social est de 110 000 fr., divisé en 110 actions de 1000 fr., au porteur, entièrement libérées.

26 décembre 1947. Immeubles.

Le Jonc S.A., à Lausanne, immeubles, société anonyme (FOSC. du 10 août 1940). Suivant procès-verbal authentique du 15 décembre 1947, la société a décidé: de convertir les 20 actions nominatives de 250 fr., composant le capital primitif, de 5000 fr. en 50 actions de 100 fr.; de porter le capital social, entièrement libéré, de 5000 fr. à 50 000 fr. par la transformation des 50 actions de 100 fr., entièrement libérées en 50 actions nominatives de 250 fr. libérées de 40% et l'émission de 150 actions nouvelles de 250 fr., libérées de 40% en compensation partielle de créances; d'adopter de nouveaux statuts conformes aux dispositions actuelles du Code des obligations. Les faits antérieurement publiés sont modifiés sur les points suivants: La société a pour but l'achat, la location, la gérance et généralement la mise en valeur de propriétés immobilières et leur revente en bloc ou en détail. Lors de sa constitution elle a acquis une parcelle de terrain de 3800 m² en bordure du chemin des Bains, à Cour, commune de Lausanne. Le capital social est de 50 000 fr., divisé en 200 actions nominatives de 250 fr., libérées de 20 000 fr. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les convocations sont faites par avis personnels aux actionnaires. Le conseil se compose de 1 à 3 membres. La signature de l'administrateur démissionnaire André Leyvraz est radiée. Jules Jaquier, de Prahins, à Lausanne, est nommé seul administrateur avec signature individuelle.

26 décembre 1947. Matières premières, etc.

Mirex S. à r. l., à Lausanne. Suivant acte authentique et statuts du 23 décembre 1947, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société à responsabilité limitée, qui a pour but le commerce en gros de meubles, l'achat, la vente, la représentation, l'importation et l'exportation de toutes matières premières, produits manufacturés et semi-manufacturés. La société peut créer des succursales en Suisse et à l'étranger. Elle peut assumer des participations à toutes entreprises en Suisse et à l'étranger et se charger de toutes opérations et fonctions qui sont de nature à développer le but social ou qui ont un rapport direct

ou indirect avec ce but. Le capital est de 20 000 fr. Les associés sont: Alfred Huber, de Zurich, à Lausanne, pour une part de 11 000 fr., et Hans Meier, de Koblenz (Argovie), à Lausanne, pour une part de 9000 fr. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. L'associé Hans Meier, ci-dessus désigné, est nommé gérant avec signature individuelle. Bureau: rue du Petit-Chêne 30 (dans ses locaux).

27 décembre 1947. Mercerie, etc.

Angel frères, à Lausanne, commerce de mercerie et bonneterie en gros et représentations diverses, société en nom collectif (FOSC. du 19 juillet 1934). Les bureaux sont transférés: Galeries du Commerce 5 et 6.

29 décembre 1947. Appareils électriques, radios.

C. Antonloli, à Lausanne. Le chef de la maison est César Antonlioli, d'Italie, à Lausanne. Commerce, représentation, importation et exportation d'appareils électriques et de radios. Avenue de La Chablière 22.

29 décembre 1947. Gypserie, peinture.

Henri Dégallier et fils, à Prilly, entreprise de gypserie et peinture, société en nom collectif (FOSC. du 22 décembre 1943). La société est dissoute par suite de reprise de l'actif et du passif, dès le 1^{er} janvier 1948, par la raison individuelle « G. Dégallier », à Prilly. La liquidation étant terminée, la raison est radiée.

29 décembre 1947. Gypserie, peinture.

G. Dégallier, à Prilly. Le chef de la maison est Gilbert Dégallier, allié Vieux, de et à Prilly, qui reprend dès le 1^{er} janvier 1948, l'actif et le passif de la société en nom collectif « Henri Dégallier et fils », à Prilly, radiée. Entreprise de gypserie et peinture. Villa Castelnu, chemin du Centenaire.

29 décembre 1947. Immeubles, etc.

Schwitzerli S.A., à Lausanne, construction d'immeubles, etc., société anonyme (FOSC. du 27 février 1947, page 563). Le capital de 75 000 fr. est entièrement libéré.

29 décembre 1947. Immeubles.

Société Anonyme Ellsamy, à Lausanne, immeubles (FOSC. du 16 janvier 1947, page 159). Le bureau est transféré chemin Benjamin Dumur 2 (chez M^{me} Budry).

29 décembre 1947. Immeubles.

Société foncière de la Rive A, à Lausanne, société anonyme, immeubles (FOSC. du 25 juillet 1944, page 1679). Suivant procès-verbal authentique du 3 décembre 1947, la société a: porté le capital de 15 000 fr., divisé en 30 actions nominatives de 500 fr., libérées de 9000 fr. à 50 000 fr. par l'émission de 70 actions nouvelles nominatives de 500 fr., libérées de 14 000 fr. en espèces; adopté de nouveaux statuts conformes aux dispositions actuelles du Code des obligations. La société a pour but: a) l'acquisition pour le prix de 70 000 fr. d'une propriété foncière comprenant bâtiment et terrain sise dans la commune de Lausanne, lieu dit « A la Fabrique »; b) la location, éventuellement la revente de cette propriété; c) le cas échéant, l'acquisition, la construction, la location et la revente de tous autres immeubles. Le capital est de 50 000 fr., divisé en 100 actions nominatives de 500 fr., dont 30 sont libérées à raison de 60% et 70 à raison de 40%. Le capital est ainsi libéré de 23 000 fr. en espèces. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. L'assemblée générale est convoquée par insertion dans cet organe. Le conseil se compose de 1 à 3 membres.

29 décembre 1947.

Société immobilière Les Bengalis, à Lausanne, société anonyme (FOSC. du 25 juillet 1947, page 2125). La signature de l'administrateur démissionnaire Maurice Galland est radiée. Jacques Maridor, de Fcinin-Vilars-Saules, à La Tour-de-Peilz, est nommé seul administrateur avec signature individuelle. Bureau transféré place St-François 11 (à l'Agence Romande Immobilière B. de Chambrier).

29 décembre 1947. Immeubles.

Hôtel Gibbon Société anonyme, à Lausanne, immeubles (FOSC. du 20 décembre 1947, page 3789). Les bureaux de la société se trouvent place St-François 16 (dans ses propres locaux).

29 décembre 1947. Thés, épices, etc.

Mme M. Corbaz, à Lausanne. Le chef de la maison est Marguerite Corbaz, née Bonnaz, épouse autorisée et séparée de biens de Charles Corbaz, du Mont sur Lausanne (Vaud), à Lausanne. Commerce en gros de thés marque « Victory Tea », d'épices et autres produits alimentaires. Avenue de Béthusy 32.

29 décembre 1947. Immeubles.

S. I. de Jolimont S.S. à r. l., à Lausanne, affaires immobilières (FOSC. du 3 mars 1947, page 604). L'associé Ernest Vallotton a fait cession à Ernest Meuli, de Nufenen (Grisons), à Lausanne, qui devient associé, d'une fraction de 10 000 fr. de sa part sociale de 19 000 fr. ainsi réduite à 9000 fr. Madeline Rivoira ne fait plus partie de la société; sa part de 1000 fr. a été acquise par l'associé Ernest Vallotton, dont la part est ainsi portée à 10 000 fr. Suivant procès-verbal authentique du 23 décembre 1947, les statuts ont été modifiés en conséquence. Le capital est de 20 000 fr., divisé en 2 parts sociales de 10 000 fr.

29 décembre 1947. Epicerie, vins, etc.

R. Roduit, à Lausanne. Le chef de la maison est Robert Roduit, allié Arletaz, de Fully (Valais), à Lausanne. Epicerie, commerce de primeurs et vins. Avenue de Villamont 4.

29 décembre 1947. Entreprise de bâtiments, maçonnerie.

Vernez Frères, à Cheseaux, entreprise de bâtiments, maçonnerie, charpente, menuiserie et scierie, société en nom collectif (FOSC. du 18 septembre 1946, page 2738). L'associé Jean-Louis Vernez ne fait plus partie de la société. Celle-ci est désormais engagée par la signature individuelle des associés restants Yvan Vernez et Roland Vernez. Le genre de commerce est actuellement: entreprise de bâtiments, maçonnerie.

29 décembre 1947. Charpente, scierie, etc.

J. L. Vernez, à Cheseaux. Le chef de la maison est Jean-Louis Vernez, allié Clavel, de Villard-Bramard, à Cheseaux. Charpente, menuiserie et scierie.

Bureau de Nyon

29 décembre 1947. Entreprise de terrassements, etc.

Octave Simond et fils, à Gिंगins, entreprise de terrassements et maçonnerie, béton armé, société en nom collectif (FOSC. du 4 octobre 1926, page 1746). La société est dissoute depuis le 1^{er} décembre 1947. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée. L'actif et le passif sont repris par l'associé « Ami Simond », à Gिंगins.

29 décembre 1947. Entreprise de terrassements, etc.

Ami Simond, à Gिंगins. Le chef de la maison est Ami Simond, du Chenit, à Gिंगins. Il reprend l'actif et le passif de la société en nom collectif « Octave Simond et fils », à Gिंगins, radiée. Genre de commerce: Entreprise de terrassements et maçonnerie.

Bureau d'Orbe

15 décembre 1947.

Société immobilière des Usines Métallurgiques de Vallorbe S.A., à Vallorbe (FOSC. du 29 décembre 1933, N° 305, page 3119). Dans son assemblée générale extraordinaire du 6 décembre 1947, cette société a révisé ses statuts. L'organe de publicité est la Feuille officielle suisse du commerce. Le conseil d'administration se compose de 1 à 5 membres. Dans cette même assemblée, la société a pris acte de la démission des administrateurs Adrien Grobet et Albert Glandon dont les pouvoirs sont éteints et les signatures radiées. Sont inscrits comme administrateurs: président: Gustave Chapuis, de Romanel sur Lausanne, à Vallorbe (nouveau); secrétaire: Louis Eichenberger (déjà inscrit). Ils signent collectivement. Le capital social est libéré à concurrence de 60 000 fr.

29 décembre 1947.

Syndicat agricole de Bofflens, à Bofflens, société coopérative (FOSC. du 20 août 1942, N° 102, page 1900). Dans sa séance du 17 décembre 1947, cette société a modifié ses statuts. Elle a pour but d'encourager l'élevage du bétail bovin de la race tachetée rouge du type approuvé par le canton de Vaud et de sauvegarder les intérêts d'ordre économique et social de ses membres. La société émet des parts sociales de 25 fr. Le syndicat répond seul des engagements de la société, les membres étant exonérés de toute responsabilité. L'organe de publicité est la « Feuille des Avis officiels du canton de Vaud » et, en tant que prescrit par la loi, la Feuille officielle suisse du commerce. Le comité se compose de 5 membres. Le président et le secrétaire ont conjointement la signature sociale. Président est Frédéric Clerc (déjà inscrit) et secrétaire/caissier: Robert Glayre, de et à Bofflens (nouveau). Les signatures de François Gonin et de François Besson sont radiées.

29 décembre 1947. Société immobilière.

Pierrefleur S.A., à Orbe (FOSC. du 23 janvier 1937, N° 18, page 179). Dans son assemblée générale extraordinaire du 29 décembre 1947, et selon procès-verbal authentique, cette société a: annulé le capital-actions actuel de 1000 fr., divisé en 10 actions de 100 fr. chacune, entièrement libérées, nominatives; émis un nouveau capital-actions de 50 000 fr., divisé en 50 actions de 1000 fr. chacune, nominatives, libérées de 20 000 fr., dont 1000 fr. en espèces et 19 000 fr. par compensation de créance contre la société, et, en outre, modifié ses statuts pour les rendre conformes aux nouvelles dispositions du Code des obligations. Le capital-actions est de 50 000 fr., divisé en 50 actions nominatives de 1000 fr. chacune, libéré à concurrence de 20 000 fr. L'organe de publicité est la « Feuille des Avis officiels du canton de Vaud » et, en tant que prescrit par la loi, la Feuille officielle suisse du commerce.

29 décembre 1947.

Syndicat agricole de Lignerolle, à Lignerolle, société coopérative (FOSC. du 14 juin 1928, N° 137). Dans sa séance du 22 décembre 1947, cette société a révisé ses statuts. La nouvelle raison sociale est Syndicat agricole et d'élevage bovin de Lignerolle 2. La société a pour but de sauvegarder les intérêts d'ordre économique et social de ses membres, d'encourager l'élevage du bétail bovin de la race tachetée rouge du type approuvé par le canton de Vaud et l'achat et la vente des bovins. Les engagements de la société ne sont garantis que par les biens de celle-ci. L'organe de publicité est le « Journal d'Orbe » et, en tant que prescrit par la loi, la Feuille officielle suisse du commerce. Le comité se compose de 5 à 7 membres. La société est engagée par la signature collective du président et du secrétaire. La signature d'Alphonse Rose est radiée.

Bureau d'Oron

23 décembre 1947. Soccolis, appareils frigorifiques.

Gilbert Quain, à Oron-la-Ville, fabrique de soccolis, d'appareils frigorifiques marque « Gelvit » (FOSC. du 22 juillet 1946, page 2209). Par décision du 8 décembre 1947, le président du tribunal du district d'Oron a prononcé la faillite du titulaire.

27 décembre 1947.

Portmann S.A. Pierres fines pour l'horlogerie (Portmann Watch Jewels Co. Ltd.), à Yverdon (FOSC. du 12 janvier 1946, page 118). Le capital social de 50 000 fr., divisé en 50 actions nominatives de 1000 fr. chacune, est entièrement libéré.

Wallis — Valais — Valèze

Bureau de Sion

29 décembre 1947. Tissus, parapluies, etc.

Deigrande Henri, à Sion, tissus, confections, parapluies (FOSC. du 21 juillet 1923, N° 168, page 1462). Cette raison est radiée par suite du décès du titulaire.

29 décembre 1947. Marbrerie, tissus, parapluies.

Deigrande Ernest, à Sion, marbrerie et sculpture (FOSC. du 2 novembre 1933, N° 257, page 2556). Le titulaire de cette raison fait inscrire qu'en plus des faits publiés antérieurement, il exploite un magasin de tissus, confections, parapluies à la rue du Rhône.

30 décembre 1947. Produits en ciment comprimé.

Noble Louis, à Sierre. Le titulaire de cette raison est Louis Nobile, de St-Aubin-Sauges (Neuchâtel), à Sierre. Fabrication et vente de produits en ciment comprimé, système N.A. Route de Sion.

Bureau de St-Maurice

27 décembre 1947.

Société de la Feuille d'Avis du district de Monthey (Sfidim), à Monthey, société anonyme (FOSC. du 3 septembre 1935, page 2216). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 25 juin 1947, la société a décidé sa dissolution. L'actif et le passif de la société sont repris par l'Association de la Feuille d'Avis du district de Monthey, association dans le sens des art. 60 et suivants du Code civil, non soumise à l'inscription. Les créanciers ont tous consenti à la reprise du passif par l'association précitée. La liquidation étant terminée, la raison est radiée.

Gené — Genève — Ginevra

23 décembre 1947.

« RIC » Réalisations d'Idees Cinématographiques, à Genève. Suivant acte authentique en date du 19 décembre 1947, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour objet d'effectuer toutes opérations financières, commerciales, industrielles et immobilières se rapportant au domaine de la cinématographie. Le capital social est de 200 000 fr. divisé en 200 actions de 1000 fr. chacune, au porteur; il est entièrement libéré. Il a été créé 2000 parts de fondateur, au porteur, sans valeur nominale, donnant droit à une part du bénéfice et du solde actif en cas de liquidation, lesquelles ont

été remises aux actionnaires à raison de 10 parts pour 1 action. L'organe de publicité est la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration d'un ou de plusieurs membres. Le conseil d'administration est composé de: Paul de Perregaux, président, de Neuchâtel, à Paris; Yves Dunant, secrétaire, de Genève, à Chêne-Bougeries, et Marie Lienert, née de Perregaux, de Zurich et Einsiedeln (Schwyz), à Zurich. La société est engagée par la signature individuelle du président du conseil d'administration ou par la signature collective des deux autres administrateurs. Adresse: rue du Rhône 29 (étude de M^e Robert Achard, notaire).

24 décembre 1947.

Société Immobilière Rue de Montcholsy No 11, à Genève, société anonyme (FOSC. du 7 février 1941, page 259). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 11 décembre 1947, la société a: transformé en actions au porteur les 10 actions de 1000 fr., jusqu'ici nominatives, formant le capital social; porté son capital social de 10 000 fr. à 50 000 fr. par l'émission de 40 actions au porteur de 1000 fr., entièrement libérées, par compensation avec partie d'une créance contre la société, et adopté de nouveaux statuts adaptés aux dispositions actuelles du Code des obligations. La société a pour but l'achat, la vente et l'exploitation d'immeubles sis dans le canton de Genève. Elle a acquis, à sa constitution, un immeuble sis à Genève, section Eaux-Vives, rue de Montchoisy 11, qu'elle exploite encore actuellement. Le capital social, entièrement libéré, est de 50 000 fr., divisé en 50 actions au porteur de 1000 fr. chacune. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration d'un ou de plusieurs membres. Horace Julliard, de Vernier, à Coppet (Vaud), a été nommé administrateur unique; il signe individuellement. Les pouvoirs de l'administrateur Robert Vernet, dont les fonctions ont pris fin, sont éteints. Adresse: rue du Rhône 78 (régie Addor et Julliard).

26 décembre 1947. Menuiserie-charpente, etc.

Jean Von Siebenthal, à Céligny. Le chef de la maison est Jean Von Siebenthal, de Gessenay, à Céligny. Entreprise de menuiserie-charpente et ponçage de parquets.

26 décembre 1947. Café-brasserie-restaurant.

Louise Morissetti, à Genève, exploitation d'un café-brasserie-restaurant (FOSC. du 8 août 1931, page 1742). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

26 décembre 1947. Matériaux de construction.

Lucien Montant, à Genève, commerce de matériaux de construction (FOSC. du 16 novembre 1936, page 2688). Procuration collective à deux est conférée à John Lucini, de et à Choulex, et Hermann Vuichoud, de Châtellard (Vaud) et de Genève, à Genève.

26 décembre 1947. Agence d'assurances.

William Raymond, à Genève, agence générale d'assurances (FOSC. du 16 janvier 1945, page 128). Procuration individuelle a été conférée à Pierre Frantz-Philibert Michel, de et à Genève, et Ernest-Antoine Houbert, de Mauraz et de Genève, à Genève. La procuration individuelle conférée à Hans Dederding est éteinte.

26 décembre 1947. Banque, etc.

Darier et Cie, à Genève, banque et toutes les branches d'affaires qui s'y rattachent, société en commandite (FOSC. du 2 mai 1947, page 1198). Procuration individuelle est conférée à Auguste-Emile Roth, jusqu'ici titulaire de la procuration collective.

26 décembre 1947. Régie d'immeubles, etc.

Barraud et Bordier, à Genève, régie, ventes et achats d'immeubles, société en nom collectif (FOSC. du 12 janvier 1943, page 106). Les associés William Barraud et Jacques-Théodore-Ernest Bordier (inscrits) engageront dorénavant la société en signant collectivement entre eux ou l'un d'eux avec le fondé de pouvoir John-Emile Grasset (inscrit). La procuration individuelle conférée à Henry Barraud est éteinte.

26 décembre 1947.

Comptoir de Lignite Sibef, à Genève, société anonyme dissoute par suite de faillite (FOSC. du 11 janvier 1944, page 92). La procédure de faillite étant clôturée, cette raison sociale est radiée d'office.

26 décembre 1947. Société immobilière.

Société Anonyme des Deux Parcs No 21, à Genève, société immobilière (FOSC. du 26 août 1947, page 2467). Horace Julliard, de Vernier, à Coppet (Vaud), a été nommé unique administrateur; il signe individuellement. L'administrateur Erwin Schlegel est démissionnaire; ses pouvoirs sont éteints. Nouvelle adresse: rue du Rhône 78 (régie Addor et Julliard).

26 décembre 1947. Société immobilière.

Société Rue Céard 10, à Genève, société anonyme immobilière (FOSC. du 15 septembre 1945, page 2228). Humbert Sésiano, de et à Genève, a été nommé unique administrateur; il signe individuellement. L'administrateur Gabriel Lachat est radié; ses pouvoirs sont éteints. Nouvelle adresse: boulevard Georges-Favon 8 (régie Sésiano et Lenoir).

26 décembre 1947. Parfumerie.

Société Anonyme pour la Vente en Suisse des Produits Coryse-Salomé, à Genève, parfumerie, etc. (FOSC. du 7 mai 1945, page 1042). L'administrateur et président du conseil Maurice Blanchet, démissionnaire, est radié. Le conseil d'administration reste composé de: Marcel Soudan, administrateur/délégué (inscrit), jusqu'ici vice-président, nommé président, et Marcelle-Jane Soudan, née Gagnebin, secrétaire (inscrite) cette dernière jusqu'ici sans droit à la signature. La société continue à être engagée par la signature individuelle de l'administrateur/délégué. En outre, la signature individuelle est conférée à l'administratrice Marcelle-Jane Soudan, nommée également directrice.

26 décembre 1947.

Société Immobilière Lyon-Cavour B, à Genève, société anonyme (FOSC. du 2 janvier 1941, page 5). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 28 octobre 1947, la société a: porté son capital social de 40 000 fr. à 50 000 fr. par l'émission de 20 actions de 500 fr. chacune, au porteur, entièrement libérées par compensation avec partie d'une créance contre la société; transformé ses 80 actions anciennes, de 500 fr. nominatives, en actions au porteur, et adopté de nouveaux statuts adaptés à la législation nouvelle. Le capital social, entièrement libéré, est de 50 000 fr., divisé en 100 actions de 500 fr. chacune, au porteur. L'organe de publicité est la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration d'un ou de plusieurs membres.

27 décembre 1947. Recherches.

OFIM S.A., à Genève, recherches dans le domaine industriel, financier et commercial, etc. (FOSC. du 31 octobre 1946, page 3179). L'administrateur Joseph-Eric Scatcherd, démissionnaire, est radié.

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum

Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale

Marken — Marques — Marche

Eintragungen — Enregistrements — Iscrizioni

Nr. 123029. Hinterlegungsdatum: 17. Dezember 1947, 11 Uhr.
 Chemie GmbH. Olten, Hardstrasse 14, Olten (Schweiz). — Fabrikmarke.
 Chemisch-technisches Produkt.

ARXTANIT

Nr. 123030. Date de dépôt: 18 août 1947, 12 h.
 Madame Pierre De Maria, née Germaine Pellegrino, quai Gustave-Ador 50,
 Genève (Suisse). — Marque de fabrique et de commerce. — Transmission
 de la marque internationale N° 88589 de Reginald Ford, Paris.

Articles de publicité, journaux périodiques et films impressionnés.

CINÉAC

Nr. 123031. Date de dépôt: 18 août 1947, 12 h.
 Madame Pierre De Maria, née Germaine Pellegrino, quai Gustave-Ador 50,
 Genève (Suisse). — Marque de fabrique et de commerce. — Transmission
 de la marque internationale N° 88590 de Reginald Ford, Paris.

Articles de publicité et journaux périodiques.

LE TOUR DU MONDE EN CINQUANTE MINUTES

Nr. 123032. Date de dépôt: 23 septembre 1947, 18 h.
 Fabrique Suisse des Produits au Lait Guigoz S.A., Vuadens (Suisse).
 Marque de fabrique et de commerce.
 Produits laitiers et produits alimentaires à base de lait, renfermant des vitamines.

LACVITAN

Nr. 123033. Hinterlegungsdatum: 16. November 1947, 16 Uhr.
 Ferd. Müller, Karl-Stauffer-Strasse 12, Bern (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Pharmazeutisches Präparat.

NERVRENAL

Nr. 123034. Hinterlegungsdatum: 1. Dezember 1947, 20 Uhr.
 Verlag Schweizer Pioniere in aller Welt AG., Luzern Sternhalde 10, Luzern
 (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.

Zeitschriften, Bücher und andere Drucksachen.



Verlag: Schweizer-Pioniere Luzern
 in aller Welt

Nr. 123035. Hinterlegungsdatum: 30. Oktober 1947, 7 Uhr.
 KLISKO AG., Wasserwerkstrasse 18, Zürich 6 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung mit erweiterter Warenangabe
 der Marke Nr. 116579. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom
 30. Oktober 1947 an.

Farbenbinder, Plastikbinder, Grundiermittel für Naturlackierungen (Natur-
 Hartgrund) Holzschutzfirnis (farbiger und farbloser Holzschutz-Anstrich).

Klisko

Nr. 123036. Hinterlegungsdatum: 13. Dezember 1947, 12 Uhr.
 KLISKO AG., Wasserwerkstrasse 18, Zürich 6 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Steinreinigungsmittel für alle Kunst- und Natursteine.

CLINEX

Nr. 123037. Hinterlegungsdatum: 13. Dezember 1947, 12 Uhr.
 KLISKO AG., Wasserwerkstrasse 18, Zürich 6 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Steinpolitur und Steinkonservierungsmittel.

REMBER

Nr. 123038. Hinterlegungsdatum: 11. November 1947, 20 Uhr.
 J.R. Geigy AG., (J.R. Geigy S.A.), Schwarzwaldallee 215, Basel 16 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Arzneimittel, chemische Erzeugnisse für Heilzwecke und Gesundheitspflege,
 pharmazeutische Drogen, Pflaster, Verbandstoffe, Pflanzenschutzmittel, In-
 sektenbekämpfungsmittel, Mottenschutzmittel, Parasitenbekämpfungsmittel
 bei Menschen und Tieren, Saatbeizmittel, Entkeimungs- und Entwesungsmittel
 (Desinfektionsmittel), Mittel zum Frischhalten und Haltbarmachen von Lebens-
 mitteln.

FOLBEX

Nr. 123039. Hinterlegungsdatum: 11. November 1947, 20 Uhr.
 J.R. Geigy AG. (J.R. Geigy S.A.) Schwarzwaldallee 215, Basel 16 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Arzneimittel, chemische Erzeugnisse für Heilzwecke und Gesundheitspflege,
 pharmazeutische Drogen, Pflaster, Verbandstoffe, Pflanzenschutzmittel, In-
 sektenbekämpfungsmittel, Mottenschutzmittel, Parasitenbekämpfungsmittel
 bei Menschen und Tieren, Saatbeizmittel, Entkeimungs- und Entwesungsmittel
 (Desinfektionsmittel), Mittel zum Frischhalten und Haltbarmachen von Lebens-
 mitteln.

FOLGYN

Nr. 123040. Hinterlegungsdatum: 11. November 1947, 20 Uhr.
 J.R. Geigy AG. (J.R. Geigy S.A.), Schwarzwaldallee 215, Basel 16 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Arzneimittel, chemische Erzeugnisse für Heilzwecke und Gesundheitspflege,
 pharmazeutische Drogen, Pflaster, Verbandstoffe, Pflanzenschutzmittel, In-
 sektenbekämpfungsmittel, Mottenschutzmittel, Parasitenbekämpfungsmittel
 bei Menschen und Tieren, Saatbeizmittel, Entkeimungs- und Entwesungsmittel
 (Desinfektionsmittel), Mittel zum Frischhalten und Haltbarmachen von Lebens-
 mitteln.

FOLIVE

Nr. 123041. Hinterlegungsdatum: 19. November 1947, 20 Uhr.
 J.R. Geigy AG. (J.R. Geigy S.A.), Schwarzwaldallee 215, Basel 16 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Arzneimittel, chemische Erzeugnisse für Heilzwecke und Gesundheitspflege,
 pharmazeutische Drogen, Pflaster, Verbandstoffe, Pflanzenschutzmittel, In-
 sektenbekämpfungsmittel, Mottenschutzmittel, Parasitenbekämpfungsmittel
 bei Menschen und Tieren, Saatbeizmittel, Entkeimungs- und Entwesungsmittel
 (Desinfektionsmittel), Mittel zum Frischhalten und Haltbarmachen von Lebens-
 mitteln.

FOLBAL

Nr. 123042. Hinterlegungsdatum: 19. November 1947, 20 Uhr.
 J.R. Geigy AG. (J.R. Geigy S.A.), Schwarzwaldallee 215, Basel 16 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Arzneimittel, chemische Erzeugnisse für Heilzwecke und Gesundheitspflege,
 pharmazeutische Drogen, Pflaster, Verbandstoffe, Pflanzenschutzmittel, In-
 sektenbekämpfungsmittel, Mottenschutzmittel, Parasitenbekämpfungsmittel
 bei Menschen und Tieren, Saatbeizmittel, Entkeimungs- und Entwesungsmittel
 (Desinfektionsmittel), Mittel zum Frischhalten und Haltbarmachen von Lebens-
 mitteln.

FOLCYTE

Nr. 123043. Hinterlegungsdatum: 19. November 1947, 20 Uhr.
 J.R. Geigy AG. (J.R. Geigy S.A.), Schwarzwaldallee 215, Basel 16 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Arzneimittel, chemische Erzeugnisse für Heilzwecke und Gesundheitspflege,
 pharmazeutische Drogen, Pflaster, Verbandstoffe, Pflanzenschutzmittel, In-
 sektenbekämpfungsmittel, Mottenschutzmittel, Parasitenbekämpfungsmittel
 bei Menschen und Tieren, Saatbeizmittel, Entkeimungs- und Entwesungsmittel
 (Desinfektionsmittel), Mittel zum Frischhalten und Haltbarmachen von Lebens-
 mitteln.

IROFOL

Nr. 123044. Hinterlegungsdatum: 19. November 1947, 20 Uhr.
J.R.Geigy AG. (J.R.Geigy S.A.), Schwarzwaldallee 215, Basel 16 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Arzneimittel, chemische Erzeugnisse für Heilzwecke und Gesundheitspflege, pharmazeutische Drogen, Pflaster, Verbandstoffe, Pflanzenschutzmittel, Insektenbekämpfungsmittel, Mottenschutzmittel, Parasitenbekämpfungsmittel bei Menschen und Tieren, Saatbeizmittel, Entkeimungs- und Entwesungsmittel (Desinfektionsmittel), Mittel zum Frischhalten und Haltbarmachen von Lebensmitteln.

IROPHOL

Nr. 123045. Hinterlegungsdatum: 17. Dezember 1947, 20 Uhr.
J.R.Geigy AG. (J.R.Geigy S.A.), Schwarzwaldallee 215, Basel 16 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung der Marke Nr. 66641. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 17. Dezember 1947 an.

Farbstoffe, Lacke und chemische Produkte für die Industrie.

FROBENO

Nr. 123046. Hinterlegungsdatum: 17. Dezember 1947, 20 Uhr.
J.R.Geigy AG. (J.R.Geigy S.A.), Schwarzwaldallee 215, Basel 16 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung mit eingeschränkter Warenangabe der Marke Nr. 66642. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 17. Dezember 1947 an.

Anilinfarbstoffe für die Textilindustrie.

SOLOPHENYL

Nr. 123047. Hinterlegungsdatum: 17. Dezember 1947, 20 Uhr.
J.R.Geigy AG. (J.R.Geigy S.A.), Schwarzwaldallee 215, Basel 16 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung der Marke Nr. 66711. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 17. Dezember 1947 an.

Farbstoffe, Gerbstoffe und chemische Produkte für die Industrie.

CHROMESCO

Nr. 123048. Hinterlegungsdatum: 17. Dezember 1947, 20 Uhr.
J.R.Geigy AG. (J.R.Geigy S.A.), Schwarzwaldallee 215, Basel 16 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung der Marke Nr. 66712. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 17. Dezember 1947 an.

Farbstoffe, Gerbstoffe und chemische Produkte für die Industrie.

TANNESCO

Nr. 123049. Hinterlegungsdatum: 14. November 1947, 19 Uhr.
Alexander Meile, Feldeggsstrasse 12, Zürich 8 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Karteien und Zubehör, Bureaumaschinen und Zubehör, Bureauaterialien, Bureauöbel.

SORTEX

Nr. 123050. Hinterlegungsdatum: 15. Dezember 1947, 20 Uhr.
Emil Emch, Röslistrasse 29, Zürich 6 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Anstrichmittel.

EMOLA

Nr. 123051. Hinterlegungsdatum: 28. November 1947, 16 Uhr.
Aupama GmbH, Luzern, Reußsteg 6, Luzern (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Automatische Packmaschinen.

«AUPAMA»

Nr. 123052. Hinterlegungsdatum: 2. Dezember 1947, 10 Uhr.
H. Hüppi, Zweierstrasse 188, Zürich (Schweiz). — Handelsmarke.

Hektographische Carbonpapiere und Rollen, hektographische Carbongarnituren sowie Flüssigkeit zu Umdruckmaschinen.



Transmissions — Uebertragungen

Nos 78308, 86059, 86060, 86061, 86168. — Léon Chevalier, Genève (Suisse). — Transmission à A. Antenen, succ. de Talissot & Chevalier, rue Chandieu 9, Genève (Suisse). — Enregistré le 30 décembre 1947.

Schweizerische Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft, Basel

Aktiven

Bilanz auf 30. September 1947

Passiven

	Fr.	Rp.
Kasse, Giro- und Postcheckguthaben	61 403	33
Bankendebitoren auf Sicht	586 732	03
Andere Bankendebitoren	62 503	—
Kontokorrent-Debitoren ohne Deckung *)	136 145	53
Kontokorrent-Debitoren mit (hyp.) Deckung	14 382	95
Feste Vorschüsse und Darlehen ohne Deckung *)	28 680 691	98
Feste Vorschüsse und Darlehen mit Deckung *)	1 035 104	75
Darlehen an öffentlich-rechtliche Körperschaften *)	4 186 306	45
Wertschriften *)	9 527 975	90
Bankgebäude (Brandversicherung Fr. 328 000.—)	300 000	—
Sonstige Aktiven	67 070	—
Gewinn- und Verlustkonto:		
Vortrag vom Jahre 1945/46	270 088	97
Bürgschaftsforderungen	Fr. 10 000.—	

*) Enthalten teilweise Posten, die gemäss Bundesratsbeschluss über die „Bewertung von dauernden Beteiligungen, Forderungen und andern Anlagen im Ausland“ vom 8. Februar 1946 bewertet sind.

44 928 404 89

	Fr.	Rp.
Kreditoren auf Sicht	233 855	65
Obligationenanleihen	17 000 000	—
Sonstige Passiven	251 334	82
Aktienkapital	21 000 000	—
Allgemeiner Reservefonds	4 200 000	—
Kursreserve	2 000 000	—
Betriebsüberschuss 1946/47 (zur Verfügung der Obligationäre)	243 214	42
Bürgschaftsverpflichtungen	Fr. 10 000.—	
Nicht bezahlte Obligationenzinsen per 30. September 1947	Fr. 956 250.—	

44 928 404 89

Soll

Gewinn- und Verlustrechnung für das Jahr 1946/47

Haben

	Fr.	Rp.
Vortrag vom Vorjahr	270 088	97
Passivzinsen	2 814	24
Kommissionen	1 045	10
Bankbehörden und Personal	265 215	59
Beiträge an Wohlfahrtseinrichtungen für das Personal	28 560	74
Geschäfts- und Bureaukosten	35 340	25
Steuern und Abgaben	21 000	—
Verluste und Abschreibungen	10 898	30
Betriebsüberschuss 1946/47	243 214	42
	878 177	61

	Fr.	Rp.
Aktivzinsen	101 630	92
Kommissionen	568	50
Ertrag der Wertschriften	199 247	27
Verschiedenes	306 641	95
Passivsaldo per 30. September 1946	270 088	97

(AG. 1)

878 177 61

Für das Jahr 1947 wird auf den im Umlauf befindlichen Obligationen ein Zins von 1 1/2 % ausgeschüttet. Der Obligationen-Coupon Nr. 1 wird ab 31. Januar 1948 mit Fr. 15.—, abzüglich Coupons- und Verrechnungssteuer, d. h. mit netto Fr. 10.50 bei den Zahlstellen eingelöst.

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB.
vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite
dans la FOSC. par des lois ou ordonnances

Arrêté du Conseil d'Etat du canton de Vaud

du 11 novembre 1947, donnant force obligatoire générale au contrat collectif
de travail du personnel des commerces de détail de la branche des textiles

Le Conseil d'Etat du canton de Vaud, vu la demande de
l'Association vaudoise des détaillants en textiles (A.V.D.T.), d'une part, et des
associations d'employés suivantes:
Fédération du personnel des grands magasins F.C.T.A.,
Association corporative du personnel des magasins à rayons multiples et de vêtements
à Lausanne,
Société suisse des commerçants, comité cantonal vaudois et section de Lausanne,
d'autre part,

tendant à ce que force obligatoire générale soit donnée pour le canton de Vaud au contrat
collectif de travail qu'elles ont conclu entre elles le 18 avril 1947; vu l'arrêté fédéral du 23 juin
1943/30 août 1946 permettant de donner force obligatoire générale aux contrats collectifs
de travail; vu l'arrêté du Conseil d'Etat du 14 avril 1944/24 décembre 1946 appliquant dans
le canton de Vaud l'arrêté fédéral précité; vu le préavis du Département de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce, arrêté:

Article premier. Force obligatoire générale est donnée pour le canton de Vaud aux
clauses suivantes du contrat collectif de travail conclu le 18 avril 1947 par les organisations
susmentionnées et régissant les rapports de travail entre les entreprises du commerce de
détail de la branche des textiles et à rayons multiples possédant un ou plusieurs rayons de
textiles, d'une part, et le personnel de ces entreprises ou de ces rayons, tel qu'il est désigné
sous chiffre 11 ci-après (catégories professionnelles), d'autre part.

1. Engagement et résiliation

Le premier mois est considéré comme temps d'essai pendant lequel les parties peuvent
se libérer moyennant un avertissement de sept jours.
Après ce temps d'essai, la résiliation peut intervenir de part et d'autre, un mois à l'avance,
pour la fin d'un mois.

Si le contrat de travail a duré plus de cinq ans, la résiliation ne peut intervenir de part
et d'autre que moyennant un congé donné deux mois à l'avance pour la fin d'un mois.

Le congé sera notifié par écrit.

2. Durée du travail

La durée du travail est de 52 heures au maximum par semaine pour tout le personnel,
sauf pour le personnel de bureau, pour les mineurs de moins de 18 ans et les apprentis dont
l'horaire hebdomadaire ne dépassera pas 48 heures.

L'interruption du travail pour le repas de midi est d'une heure trois quarts à deux heures
à Lausanne et de une heure et demie à deux heures dans les autres localités du canton.

Le personnel sera licencié le soir au plus tard à 19 heures, samedi excepté. Pendant le
mois de décembre, les magasins sont autorisés à garder leur personnel le samedi jusqu'à
19 heures. Les dispositions cantonales et communales relatives aux heures et jours de fer-
meture des magasins sont réservées.

Le personnel a droit à une matinée de congé par quinzaine. Pendant les mois de juillet,
août et décembre, cette matinée peut être supprimée à condition qu'elle soit compensée
durant le mois suivant la période où ce congé aurait dû être accordé, ou encore qu'elle soit
ajoutée aux vacances annuelles.

3. Travail supplémentaire

Le travail supplémentaire sera évité dans la mesure du possible. Les heures supplémen-
taires dépassant la durée prévue sous chiffre 2 seront compensées, soit:

- 1° par le paiement des heures supplémentaires effectuées, plus une majoration de 25 %
(on obtient le tarif horaire en divisant le salaire mensuel par 200 heures);
- 2° dans le délai d'une quinzaine par du temps libre d'une durée d'une heure et quart par
heure de travail supplémentaire effectuée. Le calcul des heures supplémentaires s'établit
pour la période d'un mois, soit du premier au dernier jour du mois.

4. Jours fériés

Lausanne. Les jours fériés officiels ou considérés comme tels sont les 1^{er} et 2^e janvier,
Vendredi-Saint, Lundi de Pâques, Ascension, Lundi de Pentecôte, 1^{er} Août dès 13 heures
et Noël.

Vevey, Montreux, Yverdon et autres localités du canton. Mêmes jours fériés qu'à Lausanne.
Toutefois, pour tenir compte des usages en vigueur dans certaines localités touristiques,
les magasins pourront être ouverts les Lundis de Pâques et de Pentecôte; en principe, ces
journées devront être compensées.

5. Vacances payées

a) Le personnel a droit à des vacances payées selon les normes minima suivantes:

- après 6 mois de travail dans la branche:
6 jours ouvrables consécutifs par année;
- après 2 ans de travail dans la branche:
12 jours ouvrables consécutifs par année;
- après 15 ans de travail dans la maison:
18 jours ouvrables consécutifs par année.

Pour le personnel entrant dans l'entreprise après le 1^{er} janvier, le droit aux vacances
est fixé en prenant pour base la catégorie de vacances à laquelle il a droit selon son
séjour dans la branche, proportionné au temps de travail effectué dans l'entreprise.
En cas de fraction de journée, il serait arrondi par excès.

Le plan de vacances est fixé au plus tard le 1^{er} mai de chaque année.

b) L'employé qui, ayant eu ses vacances, quitte l'entreprise avant d'avoir terminé l'année
complète, peut être appelé à rétroceder ce qu'il a perçu en trop soit sous forme de retenue
de salaire, soit sous forme de travail supplémentaire à raison d'un douzième de son
droit de vacances, par mois de travail manqué.

L'employé qui quitte l'entreprise avant d'avoir eu ses vacances a droit à celles-ci
à raison d'un douzième de la durée normale par mois de travail accompli.

c) Le service militaire obligatoire jusqu'à deux mois ne peut entraîner la réduction du droit
aux vacances. A partir du troisième mois, l'employeur pourra déduire un jour de vacan-
ces par mois de service supplémentaire dans le cours d'une année. Toutefois, en
aucun cas, la durée des vacances ne pourra être inférieure à six jours ouvrables.

d) Les périodes de courte maladie ne dépassant pas quinze jours au total dans le courant
de la première année de service dans l'entreprise et un mois au total par an après une
année de service n'entraîneront aucune réduction de la durée des vacances.

Les déductions autorisées pour les périodes de maladie excédant les normes ci-dessus
seront:

durant la première année: de 1 jour par quinzaine de maladie à partir de la deuxième
quinzaine;
dès la deuxième année: de 1 jour par mois de maladie dès la deuxième mois.
Toutefois, en aucun cas, la durée des vacances ne pourra être inférieure à 6 jours
ouvrables.

e) La période des vacances est fixée d'entente entre l'employeur et le personnel, compte tenu
des nécessités de service.

Le personnel auxiliaire travaillant plus de 1 mois a droit à un jour de vacances
payées par deux mois de travail.

6. Service militaire

Pour le citoyen suisse, le service militaire obligatoire ne peut justifier la résiliation du
contrat d'engagement.

Pendant l'école de recrues, le personnel touchera le 25 % de son salaire, déduction faite
des prestations de la Caisse de compensation pour pertes de salaire.

7. Obligations du personnel

Le personnel s'engage à se conformer aux instructions de son employeur et de son chef
de service et à accomplir consciencieusement les tâches qui lui sont confiées.

8. Secret professionnel

Le personnel est tenu au secret professionnel absolu pour tout ce dont il a connaissance
dans l'exercice de sa profession. Cette obligation le lie même après son départ de la maison
qui l'occupe.

9. Règlements intérieurs et contrats privés

Le personnel accepte eu même temps que son engagement le présent contrat et, dans
les maisons où il en existe un, le règlement intérieur, pour autant que ce dernier ne contienne
rien de contraire au présent contrat.

Sont expressément réservées les clauses d'interdiction de concurrence acceptées dans
les formes légales dans des contrats individuels.

10. Dommages

Le personnel est responsable des dommages qu'il a causés volontairement.

11. Catégories professionnelles

Le personnel soumis au présent contrat forme les catégories suivantes:

- 1° apprentis;
- 2° personnel en possession d'un diplôme de fin d'apprentissage, soit: personnel de vente,
de bureau, décorateurs, étalagistes, contrôleurs, encaisseurs;
- 3° personnel sans certificat de fin d'apprentissage: livreurs, magasiniers, emballers,
manutentionnaires, nettoyeurs.

Pendant les années intermédiaires entre la fin de l'apprentissage et l'âge minimum
prévu, 21 ans, l'employé sera au bénéfice d'augmentations annuelles calculées en prenant
pour base l'écart entre le salaire du premier échelon du contrat collectif et son salaire de
la sortie d'apprentissage.

12. Principe de rémunération et salaires

Tenant compte de la diversité des éléments constituant la rémunération de l'employé
dans les entreprises de la branche textile, notamment des salaires de base, guelte, allocation
de vie chère, etc., il est admis, pour faciliter le contrôle de l'application du présent contrat,
le principe du salaire global au-dessous duquel on ne peut descendre en aucun cas; il peut
être augmenté suivant les capacités professionnelles des employés.

Ce dernier comprend la totalisation des éléments suivants:

- a) salaire de base minimum et unique ou salaire de base minimum majoré de la guelte;
- b) allocation forfaitaire et globale de vie chère fixée ci-dessous, chiffre 12, dernier alinéa.

Les entreprises peuvent, eu égard au système comptable en vigueur chez elles, appliquer
des salaires de base minima ou indemnités de vie chère, etc., différents de ceux indiqués
ci-dessous pour autant que la rémunération totale de l'employé, définie sous salaire global,
ne soit pas inférieure.

	Lausanne	Vevey Montreux Yverdon	Autres localités du canton
Apprentis:	Fr.	Fr.	Fr.
première année, salaire global	75.—	65.—	62.—
deuxième année, salaire global	100.—	85.—	81.—
troisième année, salaire global	125.—	100.—	95.—

Les salaires des apprentis indiqués ci-dessus comprennent l'allocation forfaitaire de vie
chère prévue ci-après, chiffre 12, dernier alinéa.

**Personnel de vente, de bureau, décorateurs, étalagistes, contrôleurs, encaisseurs et tout
autre personnel en possession d'un certificat de fin d'apprentissage.**

	Salaire de base minimum		
	A	B	C
Personnel féminin:	Fr.	Fr.	Fr.
dès 21 ans	210.—	200.—	190.—
dès 27 ans et au minimum depuis 10 ans dans la branche (apprentissage compris)	310.—	290.—	276.—
Personnel masculin:			
dès 21 ans	240.—	235.—	224.—
dès 27 ans et au minimum depuis 10 ans dans la branche (apprentissage compris)	425.—	400.—	380.—

**Personnel de manutention, de courses, de livraison, emballage et nettoyage et tout autre
personnel sans certificat de fin d'apprentissage qualifié professionnellement.**

	Salaire de base minimum		
	A	B	C
Livreurs:	Fr.	Fr.	Fr.
dès 18 ans	150.—	140.—	133.—
dès 21 ans	215.—	200.—	190.—
dès 25 ans	320.—	300.—	285.—
Magasiniers, emballers, nettoyeurs:			
dès 21 ans	215.—	200.—	190.—
dès 25 ans	320.—	300.—	285.—
Emballers, nettoyeurs:			
dès 21 ans	190.—	175.—	167.—
dès 25 ans	240.—	225.—	214.—

Pendant les années intermédiaires entre les classes d'âge fixées au contrat, des augmen-
tations de salaire auront lieu annuellement conformément aux capacités professionnelles de
chaque employé.

Personnel auxiliaire (définition):

Est considérée comme personnel auxiliaire toute personne n'ayant pas un contrat
d'emploi permanent.

Le personnel auxiliaire ne peut effectuer sans interruption plus de 90 jours de travail
dans le cours d'une année. Passé cette limite, il doit être considéré comme personnel per-
manent.

	A	B	C
Personnel féminin qualifié:	Fr.	Fr.	Fr.
au-dessous de 21 ans:			
journée	9.—	8.50	8.10
matin	4.—	4.—	3.80
après-midi	5.50	5.—	4.80
minimum à partir de 21 ans:			
journée	11.—	10.50	10.—
matin	5.50	5.—	4.80
après-midi	6.50	6.—	5.70
Personnel masculin qualifié:			
au-dessous de 21 ans:			
journée	11.—	10.—	9.50
matin	5.50	5.—	4.80
après-midi	6.50	6.—	5.70
minimum à partir de 21 ans:			
journée	13.—	12.—	11.40
matin	6.50	6.—	5.70
après-midi	7.50	7.—	6.70

Les salaires du personnel auxiliaire peuvent être calculés au taux horaire sur les bases
prévues pour une journée, respectivement une demi-journée.

Les salaires auxiliaires ci-dessus comprennent l'allocation de vie chère prévue ci-dessus
et sont des salaires globaux.

Le premier mois qui suit la date d'engagement peut être considéré, pour toute les caté-
gories professionnelles, comme temps d'essai non soumis aux normes de salaires ci-dessus.

Les normes minima de salaires prévues ci-dessus constituent la base de la rémunération
à laquelle s'ajoute une allocation forfaitaire et globale de vie chère fixée par un avenant au
présent contrat. Cette allocation comprend l'allocation de vie chère proprement dite et
toutes les allocations exceptionnelles connues antérieurement sous les noms d'allocations
d'automne, de printemps, etc.

13. Allocations de ménage

Les employés mariés fixes ou auxiliaires reçoivent un supplément de 25 fr. par mois.

14. Allocations familiales

Le personnel touche des allocations familiales conformément aux dispositions de la loi vaudoise. A l'entrée en vigueur du présent contrat, l'allocation sera au minimum de 15 fr. par enfant.

15. Maladie et accidents

En cas de maladie et accidents professionnels ou non professionnels, le personnel conserve son droit au salaire complet conformément à l'article 335 du C.O. et ce dans les normes suivantes:

Après une durée d'activité dans l'entreprise de:

1. à 12 mois	6 jours ouvrables
plus de 1 an	2 semaines
plus de 2 ans	1 mois
plus de 3 ans	2 mois
plus de 8 ans	3 mois

Au cas où le personnel désire s'assurer contre la maladie et les accidents non professionnels pour le paiement des frais médicaux et pharmaceutiques, l'employeur participe par moitié au paiement de la prime d'assurance jusqu'à concurrence de 2 fr. par mois et par employé.

Dans tous les cas prévus à cet article, l'employeur a le droit de faire intervenir un médecin de contrôle et d'exiger un certificat médical.

16. Commission professionnelle

La surveillance et la défense des intérêts communs dans le sens du présent contrat sont confiées à une commission professionnelle paritaire devant laquelle seront présentées toutes questions utiles. On en appellera à la commission en cas de divergence d'opinion sur des questions touchant la profession, le contrat et pour prévenir des conflits éventuels.

La commission paritaire est composée de cinq à dix représentants de chacune des parties contractantes nommés par les organisations intéressées. La délégation du personnel comprend au moins cinq représentants employés dans les entreprises signataires. Les secrétaires permanents des dites associations assistent aux séances de la commission professionnelle avec voix consultative.

Compétences

La commission professionnelle est chargée des tâches suivantes:

- 1° faire appliquer le présent contrat et autres règles établies pour la profession;
- 2° régler les différends pouvant surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application du contrat;
- 3° rechercher la solution des conflits éventuels par la voie de la conciliation;
- 4° étudier les questions professionnelles et sociales;
- 5° sauvegarder les intérêts généraux de la profession; la représenter auprès d'autres corps de métiers et auprès des pouvoirs publics dans le cadre de l'application du présent contrat;
- 6° améliorer les possibilités de formation professionnelle;
- 7° les délégués à la commission professionnelle sont tenus au secret absolu concernant les affaires dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Litiges

- a) En cas d'échec d'une conciliation devant la commission professionnelle, les parties soumettront le différend à une commission amiable, formée d'un président neutre, de deux patrons et de deux employés, dont un représentant de chacune des parties intéressées.
- b) Si un accord ne peut intervenir, les parties pourront porter le différend devant l'Office cantonal de conciliation.
- c) Pendant la période où un différend est soumis à la commission professionnelle, à la commission amiable ou à l'Office cantonal de conciliation, les signataires du présent contrat s'interdisent de prendre des mesures de coercition quelconques telles que lock-out, mise à l'index, grève, cessation de travail ou toute intervention de nature à paralyser le travail.

17. Situations acquises

Les situations acquises qui seraient meilleures que celles réglées par le présent contrat ne pourront être modifiées que pour des causes autres que l'entrée en vigueur de ce dernier.

AVENANT

Les parties contractantes constatent que les salaires de base, en usage actuellement, ont subi des adaptations partielles au fur et à mesure de l'élévation du coût de la vie, complétées par des allocations de vie chère régulières et exceptionnelles, variables suivant les entreprises.

En vue de faciliter le retour à une situation économique normale, les parties conviennent mutuellement de fixer l'allocation de vie chère globale et forfaitaire dans le sens prévu sous chiffre 12 ci-dessus, dernier alinéa, aux taux uniques suivants:

	Lausanne	Vevey Montreux Yverdon	Autres localités du canton
	Fr.	Fr.	Fr.
Employés masculins ou féminins de moins de 21 ans	30.—	30.—	29.—
Employés célibataires ou mariés, féminins ou masculins	50.—	50.—	48.—

Art. 2. Le Département de l'agriculture, de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent arrêté. Il a en outre la faculté de prendre toutes mesures propres à sauvegarder les intérêts des employeurs et employés ou ouvriers qui ne font pas partie des organisations contractantes.

Art. 3. La déclaration de force obligatoire générale entrera en vigueur le jour où le présent arrêté sera publié dans la « Feuille des Avis officiels du canton de Vaud ». Elle aura effet jusqu'au 1^{er} avril 1948. (A.A. 6)

Donné, sous le sceau du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 11 novembre 1947.

Le président: G. Despland.

Le chancelier: F. Aguet.

Approuvé par le Conseil fédéral, le 4 décembre 1947.

Publié dans la « Feuille des Avis officiels du canton de Vaud » du 23 décembre 1947.

Demande

en prorogation de la déclaration de force obligatoire générale concernant le contrat collectif de travail applicable aux bureaux d'ingénieurs et d'architectes dans le canton de Genève

(Arrêté fédéral du 23 juin 1943/30 août 1946 permettant de donner force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail, art. 21; règlement d'exécution des 10 décembre 1943/28 décembre 1946, art. 7)

Les associations signataires et requérantes ont présenté au Conseil d'Etat du canton de Genève une requête en prorogation au 31 décembre 1948, de la déclaration du 25 février 1947 attribuant force obligatoire générale à un contrat collectif de travail applicable aux bureaux d'ingénieurs et d'architectes dans le canton de Genève.

Il est rappelé que la déclaration du 25 février 1947 a paru dans la Feuille officielle suisse du commerce, N° 86, du 15 avril 1947.

Il peut être fait opposition devant le Conseil d'Etat dans les quatorze jours, dès la date de la présente publication, par écrit, et avec indication des motifs. (A.A. 10)

Genève, le 30 décembre 1947.

Département du commerce et de l'industrie du canton de Genève.

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

Handelsvertrag zwischen der Schweiz und der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion, vom 26. August 1929 Abänderung des Gebrauchszolltarifs

Gemäss einem am 31. Dezember 1947 abgeschlossenen Zusatzabkommen ist der bisherige Handelsvertrag zwischen der Schweiz und der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion teilweise aufgehoben. Es bedingt dies folgende Abänderungen des Gebrauchszolltarifs:

I. Erhöhung von Ansätzen

Tarifnummer	Warenbezeichnung	Bisheriger Vertragsansatz Fr.	Neuer Ansatz Fr.
208 a ¹	Azalea indica, Lorbeer (laurus nobilis), Araucaria, Dracaena, Clivia, Aspidistra (Diese Position wird aufgehoben. Die im Text genannten Pflanzen sind wieder nach Pos. 208 b abzufertigen.)	8.—	10.—
702 a	Spiegelglas, unbelegt, in der Dicke von nicht mehr als 5,5 mm	20.—	25.—

II.

Bei den nachgenannten Positionen ist in der Kolonne «Vertragsstaat» der Buchstabe B zu streichen, desgleichen die allenfalls dazugehörenden Fussnoten:

40 b ²	209	406	412	522	694 a	728 a	742	914 a/d
44 b	210	407	413	544	714 a/b	729	743	915
207	264 a	408	417	545	715	730 a ¹	811	1132 a
208 a ¹	391	409	418	548	716	730 b	910	
208 b	405	411 a	474	693	728	737	913 a	

III.

Folgende vertragliche Anmerkungen sind aufgehoben:

NB. ad 535/536 b. Nach diesen Nummern werden verzollt korsettähnliche Fabrikate aus Geweben (Wirk- und Strickwaren ausgenommen), wie Hüftenhalter, Korsettgürtel und dergleichen, sofern sie mit Stäben versehen sind und, an der niedrigsten Stelle gemessen, mehr als 20 cm Höhe aufweisen. Fasonnellen mit einer grössten Querschnittsdimension von wenigstens 11,5 cm werden noch nach Pos. 719 zugelassen.

NB. ad 721. Fasonnellen mit einer grössten Querschnittsdimension von mindestens 5,7 cm bis auf 11,5 cm werden noch nach Nr. 720 zugelassen.

NB. ad 726. Bei der Verzollung von rohen, verbleiten und verzinkten Eisenblechen dieser Nummer wird auf der Minimaldicke eine Toleranz von 15/100 mm gewährt, in dem Sinne, dass derartige Bleche, welche stellenweise eine Dicke von mindestens 2,85 mm aufweisen, noch unter Nr. 726 fallen.

Die Zollämter sind jedoch ermächtigt, die Toleranzen gemäss Abschnitt III hier vor bis auf weiteres zur Anwendung zu bringen.

Obige Tarifänderungen treten am 7. Januar 1948, 00 Uhr in Kraft.

Bern, den 5. Januar 1948.

4. 7. 1. 48.

Eidgenössische Oberzolldirektion.

Traité de commerce entre la Suisse et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, du 26 août 1929 Modification du tarif d'usage

Aux termes d'un avenant conclu le 31 décembre 1947, le traité de commerce entre la Suisse et l'Union économique belgo-luxembourgeoise est partiellement supprimé, ce qui motive les modifications suivantes du tarif d'usage:

I. Relèvement de droits

Número du tarif	Désignation de la marchandise	Taux contractuel actuel Fr.	Nouveau taux Fr.
208 a ¹	Azalea indica, laurier (laurus nobilis), araucaria, dracaena, clivia, aspidistra (Cette position est supprimée. Les plantes de l'espèce doivent de nouveau être dédouanées d'après le n° 208 b.)	8.—	10.—
702 a	Verre à glaces, non étamé, d'une épaisseur ne dépassant pas 5,5 mm.	20.—	25.—

II.

En regard des positions ci-après dénommées, il faut biffer dans la colonne «Etat contractant» la lettre «B». Il en est de même des remarques y relatives éventuelles au bas de la page:

40 b ²	209	406	412	522	694 a	728 a	742	914 a/d
44 b	210	407	413	544	714 a/b	729	743	915
207	264 a	408	417	545	715	730 a ¹	811	1132 a
208 a ¹	391	409	418	548	716	730 b	910	
208 b	405	411 a	474	693	728	737	913 a	

III.

Les remarques contractuelles suivantes sont abrogées:

NB. ad 535/536 b. On acquittera d'après ces numéros les articles en tissus remplaçant les corsets proprement dits (sauf ceux en tricot ou en bonneterie), tels que les ceintures-corsets et articles analogues, à condition qu'ils soient pourvus de baleines et qu'ils mesurent plus de 20 cm. de hauteur à la partie la plus étroite.

NB. ad 719/720. Les fers spéciaux qui présentent en section une dimension maximum d'au moins 11,5 cm. sont encore admis dans la position 719.

NB. ad 721. Les fers spéciaux qui présentent en section une dimension maximum d'au moins 5,7 cm., mais n'atteignant pas 11,5 cm., sont encore admis dans la position 720.

NB. ad 726. Pour la taxation des tôles de fer brutes, plombées ou zinguées, de ce numéro, il est accordé une tolérance de 15 centièmes de mm. sur l'épaisseur minimum, en ce sens que les tôles de l'espèce qui présentent par places une épaisseur d'au moins 2,85 mm. rentrent encore sous le n° 726.

Toutefois les bureaux de douane sont autorisés à appliquer comme par le passé les tolérances conformément au chapitre III.

Ces modifications tarifaires entrent en vigueur le 7 janvier 1948, 00 heure.

Berne, le 5 janvier 1948.

4. 7. 1. 48.

La Direction générale des douanes.

**Trattato di commercio tra la Svizzera
e l'Unione economica belga-lussemburghese, del 26 agosto 1929**

Modificazioni della tariffa doganale d'uso

Secondo un accordo addizionale concluso il 31 dicembre 1947, il trattato di commercio tra la Svizzera e l'Unione economica belga-lussemburghese è parzialmente abrogato. Ne derivano pertanto le seguenti modificazioni della tariffa doganale d'uso:

I. Aumento d'aliquote di dazio

Voce di tariffa	Designazione della merce	Alliquota convenzionale di prima	Nuova aliquota
		Fr.	Fr.
208 a ¹	Azalea indica, lauro (laurus nobilis), araucaria, dracaena, clivia, aspidistra (La presente voce di tariffa è abrogata. Le piante di detto genere devono essere nuovamente daziate alla voce 208 b di tariffa.)	8.—	10.—
702 a	Luci da specchio, non amalgamate o altrimenti spalmate, d'uno spessore non superiore a 5,5 mm.	20.—	25.—

II.

Nella colonna concernente lo « Stato contraente » delle voci di tariffa indicate qui appresso, bisognerà cancellare la lettera « B » nonché le rispettive eventuali osservazioni poste in fin di pagina:

40 b ¹	209	406	412	522	694 a	728 a	742	914 a/d
44 b	210	407	413	544	714 a/b	729	743	915
207	264 a	408	417	545	715	730 a ¹	811	1132 a
208 a ¹	391	409	418	548	716	730 b	910	
208 b	405	411 a	474	693	728	737	913 a	

III.

Sono abrogate le seguenti osservazioni contrattuali:

- NB. ad 535/536 b. Gli oggetti di tessuto simili ai busti da donna (tranne i lavori a maglia) come i reggiane, le cinture-busto e altri articoli analoghi, retti da stecche e larghi più di 20 cm. nel punto più stretto, sono tassati secondo queste voci.
- NB. ad 719/720. I ferri profilati, che presentano in sezione una dimensione massima di almeno 11,5 cm., sono ancora ammessi secondo la voce 719.
- NB. ad 721. I ferri profilati che presentano in sezione una dimensione massima di almeno 5,7 cm., ma che non raggiunge i 11,5 cm., sono ancora ammessi alla voce 720.
- NB. ad 726. Nella classificazione delle lamiere gregge, piombate o zincate di questa voce, si accorda una tolleranza di 15/100 di mm. sullo spessore minimo: le lamiere di questo genere che hanno qua e là uno spessore di almeno 2,85 mm. sono perciò ancora tassate secondo la voce 726.

Gli uffici doganali sono però autorizzati ad applicare, sino ad avviso contrario, le tolleranze conformemente al capitolo III.

Le succitate modificazioni della tariffa entrano in vigore il 7 gennaio 1948, alle ore 00.

Berna, 6 gennaio 1948.

Direzione generale delle dogane.

Prescrizione N° 812 A/48

dell'Ufficio federale di controllo dei prezzi concernente i prezzi massimi degli stumpe

(Del 1° gennaio 1948)

L'Ufficio federale di controllo dei prezzi, vista l'ordinanza 1 del Dipartimento federale dell'economia pubblica, del 2 settembre 1939, concernente il costo della vita e i provvedimenti per proteggere l'approvvigionamento regolare del mercato, d'intesa con la Direzione generale delle dogane (Sezione per l'imposizione del tabacco), prescrive:

Con decorrenza dal 1° gennaio 1948, i fabbricanti di stumpe e cigarillos (all'eccezione dei Brissago e dei Toscani) sono autorizzati ad aumentare come segue i prezzi di fabbrica ed al minuto:

1. Stumpe in pacchetti

Prezzo al minuto praticato finora per 10 p.		Prezzi massimi di fabbrica applicati finora per 1000 pezzi		Nuovo prezzo al minuto per 5 p.		Nuovi prezzi di fabbrica massimi per 1000 pezzi	
Fr.	Fr.	I	II	Fr.	Fr.	I	II
—,80		65.50	65.50	—,85		70.50	70.50
—,90		74.50	74.50	—,95		79.50	79.50
1.—		81.—	81.—	1.05		86.—	86.—
1.05		85.—	85.—	1.10		90.—	90.—
1.10		88.—	87.50	1.15		93.—	92.50
1.35		107.50	107.—	1.40		112.50	112.—
1.50	—,75	117.—	115.—	1.60	—,80	127.—	125.—
1.60	—,80	125.—	122.50	1.70	—,85	135.—	132.50
2.—	1.—	156.50	153.—	2.10	1.05	166.50	163.—
2.50	1.25	200.—	191.50	2.60	1.30	210.—	201.50

2. Stumpe vendute sciolti

Prezzo al minuto praticato finora		Prezzi massimi di fabbrica praticati finora per 1000 pezzi		Nuovo prezzo al minuto		Nuovi prezzi massimi di fabbrica per 1000 pezzi	
Fr.	Fr.	I	II	Fr.	Fr.	I	II
—,10	1/5	80.—	79.—	—,10		80.—	79.—
—,10	1/10	81.—	80.—	—,10		81.—	80.—
—,15	1/5	116.—	114.—	—,15		116.—	114.—
—,15	1/10	117.—	115.—	—,15		117.—	115.—
—,20	1/10	156.50	153.—	—,20		156.50	153.—
—,20	1/20	161.50	158.—	—,20		161.50	158.—
—,25	1/10	—	—	—,225		166.50	163.—
—,25	1/20	—	—	—,225		171.50	168.—
—,25	1/10	200.—	191.50	—,25		200.—	191.50
—,25	1/20	205.—	196.50	—,25		205.—	196.50
—,30	1/10	—	—	—,275		210.—	201.50
—,30	1/20	—	—	—,275		215.—	206.50

3. Sigari macchiati (Fehlfarben). Stumpe e cigarillos

Prezzo massimo al minuto degli stumpe normali	Prezzo massimo al minuto dei sigari macchiati per 10 pezzi	Prezzo massimo di fabbrica dei sigari macchiati per 1000 pezzi	I	II
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
—,275				
2.60	2.20	178.—	170.50	
—,25				
—,225				
2.10	1.80	143.—	140.—	
—,20				
1.70	1.55	119.—	117.—	
1.60	1.40	111.—	110.50	
—,15	1.30	108.—	105.50	
1.40	1.25	100.50	100.—	
1.15	1.05	86.—	85.50	
1.10	—,95	77.50	77.50	
1.05	—,90	73.50	73.50	

I = Prezzi per la vendita a clienti che non hanno diritto ad un ribasso ed a clienti indicati nelle liste di ribasso N° 6, 7 e 8.

II = Prezzi per la vendita a clienti delle liste di ribasso N° 1, 2, 3, 4, 5 e 9.

4. Cimette di sigari

Prezzo massimo di fabbrica per chilogramma netto

a) 1 ^a qualità	Fr. 9.—
b) 1 ^a qualità	Fr. 8.50
c) cimette di Kentucky	Fr. 10.—

5. I pesi degli stumpe venduti al pezzo possono essere ridotti al massimo come segue:

Prezzo	Riduzione massima del peso per 1000 pezzi
10 cent.	125 g. (con coperta Java e Sumatra)
	25 g. (con altre coperte)
15 cent.	250 g.
20 cent.	250 g.
25 cent.	500 g.

Disposizioni complementari

1. L'annotazione « ICA compresa » deve essere aggiunta al prezzo impresso sugli imballaggi. Per gli stumpe venduti al pezzo i fabbricanti devono indicare il prezzo al minuto sulla parte interna del coperchio della cassetta.

2. Le scorte di stumpe ai vecchi prezzi che si trovano ancora presso i commercianti vanno smerciate ai prezzi impressi. È vietato di soprascrivere o modificare i prezzi stampati conformemente alla prescrizione N° 572 A/44, del 29 settembre 1944, concernente l'indicazione dei prezzi al minuto. I fabbricanti sono autorizzati ad apporre, in via transitoria, sulle merci delle loro proprie scorte delle etichette con i nuovi prezzi, se quest'ultime portano anche il nome della ditta.

3. I prezzi della presente autorizzazione s'intendono come prezzi massimi. Essi possono essere applicati soltanto se dei prezzi inferiori fossero insufficienti. Se le spese di costo dovessero diminuire, i prezzi vanno ridotti senz'altro in modo corrispondente, informandone in pari tempo l'Ufficio federale di controllo dei prezzi.

4. Chiunque contravviene alla presente prescrizione sarà punito conformemente alle sanzioni previste dal decreto del Consiglio federale del 17 ottobre 1944 concernente il diritto e la procedura penale in materia di economia di guerra.

5. La presente prescrizione entra immediatamente in vigore. I fatti avvenuti prima della pubblicazione della presente prescrizione continueranno ad essere giudicati in base alle disposizioni vigenti finora.

Prescrizione N° 693 A/48

dell'Ufficio federale di controllo dei prezzi concernente i prezzi massimi delle sigarette

(Del 1° gennaio 1948)

L'Ufficio federale di controllo dei prezzi, vista l'ordinanza 1 del Dipartimento federale della economia pubblica, del 2 settembre 1939, concernente il costo della vita e i provvedimenti per proteggere l'approvvigionamento regolare del mercato, d'intesa con la Direzione generale delle dogane, in sostituzione della sua prescrizione N° 693 A/47, del 1° maggio 1947, prescrive:

1. I prezzi di fabbrica delle sigarette che non hanno subito alcun rialzo dal 14 settembre 1944, possono essere maggiorati di 2 fr. i mille pezzi ed i prezzi al minuto di 10 cent. i 20 pezzi.
2. I prezzi di fabbrica delle sigarette che sono stati aumentati di 2 fr. il mille dal 1° maggio 1947, restano invariati. I prezzi al minuto invece possono essere maggiorati di 5 cent. i 20 pezzi.
3. I prezzi di fabbrica delle sigarette che sono stati aumentati di 4 fr. il mille il 1° maggio 1947, devono essere ridotti di 2 fr. il mille. I prezzi al minuto restano invariati, all'eccezione di quelle dei pacchetti da 5 pezzi a 32 cent. che può essere portato a 35 cent.

Dal 1° gennaio 1948, i seguenti prezzi massimi fanno stato per le sigarette di maggior consumo:

Vecchi prezzi		Nuovi prezzi	
Prezzo al minuto	Prezzo di fabbrica per 1000 pezzi (imposta di fabbricazione non compresa)	Prezzo di fabbrica per 1000 pezzi (imposta di fabbricazione non compresa)	Prezzo al minuto p. pacch. 5 10 20 50 100
5 10 20 pezzi	centesimi	Fr.	centesimi
55	17.—	invariato	60 300
60	18.—	invariato	65 325
65	18.—	invariato	70 350
70	20.—	invariato	75 375
85	24.—	invariato	90 225 450
90	26.—	invariato	95 240 475
50	30.—	28.—	50
95	28.—	invariato	100 250 500
105	32.—	invariato	110 275 550
55	34.—	32.—	55
125	40.—	invariato	130 325 650
32 65	42.—	40.—	35 65

2. I prezzi di vendita fissati s'intendono imposta sulla cifra d'affari compresa. La dicitura « ICA compresa » deve essere stampata accanto al prezzo al minuto.

3. Le vecchie scorte che si trovano ancora nel commercio devono essere smerciate ai vecchi prezzi. Secondo la prescrizione N° 572 A/44 concernente l'obbligo di affissione e d'impressione dei prezzi al minuto, del 29 settembre 1944, è vietato di modificare, di togliere i prezzi stampati sugli imballaggi o di renderli illeggibili.

4. Il peso delle sigarette non può essere ridotto senza il consenso dell'Ufficio federale di controllo dei prezzi.

5. I fabbricanti che dal 1° gennaio 1948 vendono ai prezzi al minuto fissati dalla presente prescrizione delle sigarette per le quali hanno pagato la vecchia imposta di fabbricazione, hanno l'obbligo di versare la differenza tra la vecchia imposta e la nuova, dopo deduzione dell'aumento proveniente dall'imposta sulla cifra d'affari, alla Direzione generale delle dogane.

6. I prezzi summenzionati sono prezzi massimi. È assolutamente vietato si esigere o accettare per una prestazione una controprestazione che, tenuto conto del prezzo di costo usale nel ramo, procurerebbe un profitto incompatibile con la situazione economica generale. In modo particolare, i prezzi risp. i compensi suindicati possono essere applicati solo se e fintanto esistono effettivamente le spese prese come base per la loro fissazione. Nel caso in cui queste spese dovessero diminuire, i prezzi vanno ridotti senz'altro in modo corrispondente. Tale riduzione di prezzo dovrà essere notificata immediatamente all'Ufficio federale di controllo dei prezzi.

7. Chiunque contravviene alla presente prescrizione sarà punito conformemente alle sanzioni previste dal decreto del Consiglio federale del 17 ottobre 1944 concernente il diritto e la procedura penale in materia di economia di guerra.

8. La presente prescrizione entra in vigore il 1° gennaio 1948. Sono abrogate in pari tempo le disposizioni della prescrizione N° 693 A/47, del 1° maggio 1947. I fatti avvenuti prima della promulgazione della presente prescrizione saranno giudicati in base alle disposizioni vigenti finora.

Prescrizione N° 696 A/48

dell'Ufficio federale di controllo dei prezzi concernente i prezzi massimi del tabacco da pipa

(Del 1° gennaio 1948)

L'Ufficio federale di controllo dei prezzi, vista l'ordinanza 1 del Dipartimento federale della economia pubblica, del 2 settembre 1939, concernente il costo della vita e i provvedimenti per proteggere l'approvvigionamento regolare del mercato, in sostituzione della sua prescrizione N° 696 A/47, del 24 marzo 1947, prescrive:

1. Con effetto dal 1° gennaio 1948, i fabbricanti possono aumentare come segue i prezzi di fabbrica dei tabacchi da pipa, sciolti ed in pacchetti

prezzo di fabbrica in vigore finora= per chilogramma	supplemento massimo per chilogramma
Fr. 7.50 e meno	Fr. —.50
Fr. 7.51 e più	Fr. 1.—
da Fr. 8.50 a Fr. 10.50 (tabacchi filati)	Fr. —.50

2. Per calcolare il prezzo massimo di vendita ai consumatori, i seguenti margini massimi possono essere aggiunti al prezzo di costo:

25% del prezzo di costo per i tabacchi fino a Fr. 11.—	per chilogramma prezzo di fabbrica
33 1/3% del prezzo di costo per i tabacchi da Fr. 11.01 a Fr. 13.24	per chilogramma prezzo di fabbrica
43% del prezzo di costo per i tabacchi di più di Fr. 13.24	per chilogramma prezzo di fabbrica

Quale prezzo di costo s'intende:

- per i tabacchi in pacchetti: il prezzo di fabbrica;
- per i tabacchi sciolti: il prezzo di fabbrica più il 10%.

3. I prezzi di fabbrica ed al minuto (ICA. compresa) dei tabacchi in pacchetti di maggior consumo si stabiliscono quindi come segue:

Peso netto grammi	Prezzo di fabbrica applicato finora	Prezzo al minuto nuovo	Prezzo di fabbrica applicato finora	Prezzo al minuto nuovo
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
40	—36	—40	—45	—50
40	—40	—44	—50	—55
40	—49	—52	—65	—70
40	—53	—56	—75	—80
60 *	—44	—	—55	—
80	—56	—60	—70	—75
165	1.12	1.20	1.40	1.50
200 *	1.36	—	1.70	—
250	1.68	1.80	2.10	2.25
500	3.24	3.48	4.05	4.35

4. È fatto obbligo ad ogni fabbricante di tabacco da pipa di produrre e di porre nel commercio del tabacco PITO, composto del 60% al massimo di costole e almeno del 40% di foglie. I prezzi massimi del tabacco PITO sono i seguenti:

Peso netto grammi	Prezzo di fabbrica applicato finora	Prezzo al minuto nuovo
	Fr.	Fr.
60 *	—40	—50
80	—52	—65
165	1.04	1.20
500	—	4.—

In più della denominazione PITO i pacchetti debbono portare il nome del fabbricante od il numero della controscriba.

5. Su tutti i pacchetti devono essere stampati, come finora, il prezzo di vendita al minuto, il peso netto e la dicitura «ICA. compresa». In quanto alle forniture di tabacchi sciolti, i prezzi di vendita al minuto devono essere comunicati ai negozianti sulle fatture o sotto tutta altra forma conveniente.

6. Le scorte costituite dai negozianti alle vecchie condizioni devono essere smerciate ai vecchi prezzi stampati sugli imballaggi. È vietato di modificare, cancellare o di rendere illeggibili i prezzi sugli imballaggi (vedi prescrizione N° 572 A/44, del 29 settembre 1944, concernente l'iscrizione e la stampa dei prezzi di dettaglio). A titolo di soluzione transitoria, i fabbricanti sono autorizzati ad applicare sulla merce proveniente dalle loro proprie scorte delle etichette che indichino i nuovi prezzi, se queste portano ugualmente in caratteri stampati il nome della ditta ed il numero della controscriba. È vietato di incollare etichette che non rispondino a questi requisiti oppure di procedere a soprascritte con timbri di gomma o di modificare i prezzi con scrittura a mano.

7. Prima di qualsiasi riduzione dei pesi attuali dei pacchetti, un'istanza motivata e corredata di calcoli deve essere inoltrata all'Ufficio federale di controllo dei prezzi.

8. I prezzi summenzionati sono dei prezzi massimi. È assolutamente vietato di esigere o accettare per una prestazione una controprestazione che, tenuto conto del prezzo di costo usale nel ramo, procurerebbe un profitto incompatibile con la situazione economica generale. In modo particolare, i prezzi summenzionati possono essere applicati solo se e fintanto esistono effettivamente le spese prese come base per la loro fissazione. Nel caso in cui queste spese dovessero diminuire, i prezzi devono essere ridotti senz'altro in modo corrispondente. Tale riduzione di prezzo, accompagnata da un calcolo particolareggiato, dovrà essere notificata all'Ufficio federale di controllo dei prezzi.

9. Chiunque contravviene alla presente prescrizione sarà punito conformemente alle sanzioni previste dal decreto del Consiglio federale del 17 ottobre 1944 concernente il diritto e la procedura penale in materia di economia di guerra.

10. La presente prescrizione entra in vigore il 1° gennaio 1948. Sono abrogate in pari tempo le disposizioni della prescrizione N° 696 A/47, del 24 marzo 1947. I fatti avvenuti prima della promulgazione della presente prescrizione continueranno ad essere giudicati in base alle disposizioni vigenti finora.

* L'Associazione svizzera dei fabbricanti di tabacco da fumo ha abbandonato le categorie di peso di 60 e 200 g.

Schweizerische Verrechnungsstelle, Zürich

Die Schweizerische Verrechnungsstelle teilt mit:

Die Bureaux der Abteilungen: Finanztransfer, Gesellschaftsprüfungen, Zertifizierung schweizerischer Vermögenswerte in den USA. befinden sich ab 5. Januar 1948 an der Genfer Strasse 23, Zürich-Engel.

Die Briefadresse Postfach Fraumünster und die Telephonnummern (051) 27 27 70, 27 59 30 und 27 15 35 bleiben unverändert.

4. 7. 1. 48.

Gesandtschaften und Konsulate

Légations et consulats — Legazioni e consolati

Dem zum Berufskonsul von Frankreich in Lugano, mit Amtsbefugnis über den Kanton Uri, den Bezirk der Moesa (Graubünden) und den Kanton Tessin ernannten Herrn Jean Guermontprez wird das Exequatur erteilt, an Stelle des an einen andern Posten berufenen Herrn André Delamotte.

4. 7. 1. 48.

Le Conseil fédéral a accordé l'exequatur à M. Jean Guermontprez, nommé consul de carrière de France à Lugano, avec juridiction sur le canton d'Uri, le district de la Moësa (Grisons) et le canton du Tessin, en remplacement de M. André Delamotte, appelé à d'autres fonctions.

4. 7. 1. 48.

Postüberweisungsdienst mit dem Ausland - Service international des virements postaux

Umrechnungskurse vom 7. Januar 1948 an — Cours de réduction dès le 7 janvier 1948

Belgien Fr. 9.94; Dänemark Fr. 89.90; Frankreich Fr. 3.65; Luxemburg Fr. 9.94; Marokko Fr. 3.65; Schweden Fr. 120.—; Tschechoslowakei Fr. 8.65.

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements in Bern. Administration des Blattes: Effingerstr. 8, Bern - Druck: Fritz Pochon-Jent AG., Bern

Steuer-Kursliste 1948

Die Kursliste 1948 wird ungefähr am 24. Januar 1948 erscheinen. Sie enthält die Dezemberdurchschnittskurse 1947 von sämtlichen in der Schweiz kotierten in- und ausländischen Wertpapieren, die Angaben über die Erträge in den Jahren 1946 und 1947, die Emissions- und Konversionsliste für diese beiden Jahre sowie die Kurse für Devisen, ausländische Banknoten, Gold und Leasingpapiere.

Die Kursliste 1948 kann bei den Deklarationen für kantonale Steuern sowie beim Ausfertigen von Verrechnungsanträgen verwendet werden.

Mit der Kursliste können wieder die Registerstreifen in deutscher, französischer oder italienischer Sprache zum Ankleben bezogen werden.

Die Preise für die Kursliste und die Registerstreifen betragen:

	Kursliste	Registerstreifen
a) Bei Bezug von weniger als 50 Exemplaren	Fr. 1.— pro Stück	5 Rp. für je 2 Stück
b) Bei Bezug von 50 und mehr Exemplaren	Fr. —.90 pro Stück	2 Rp. pro Stück

Die Kursliste sowie die Registerstreifen sind bei der Eidgenössischen Steuerverwaltung oder bei den kantonalen Steuerverwaltungen erhältlich. Bei Vorauszahlung auf Postcheckkonto III 1631 der Eidgenössischen Steuerverwaltung in Bern erfolgt die Zustellung portofrei.

Eidgenössische Steuerverwaltung.

Liste des cours 1948

La liste des cours 1948 paraîtra environ le 24 janvier 1948. Elle indiquera les cours moyens de décembre 1947 de toutes les valeurs suisses et étrangères cotées en Suisse, les revenus des années 1946 et 1947, une liste des émissions et conversions durant ces deux années, ainsi que les cours des devises, des billets de banque étrangers, de l'or et des valeurs à lots.

La liste des cours 1948 peut être utilisée pour les déclarations d'impôts cantonaux ainsi que pour les demandes d'imputation de l'impôt anticipé.

Le répertoire à coller, qui facilite la consultation de la liste des cours, est à nouveau livrable en français, allemand ou italien.

Les prix de la liste des cours et du répertoire sont les suivants:

en cas d'achat:	Liste des cours	Répertoire
a) de moins de 50 exemplaires	Fr. 1.— l'ex.	5 ct. les 2 ex.
b) de 50 exemplaires et plus	Fr. —.90 l'ex.	2 ct. l'ex.

La liste des cours ainsi que le répertoire sont en vente à l'Administration fédérale des contributions et aux administrations cantonales des impôts. La livraison sera franche de port, si le prix de ces imprimés est versé d'avance au compte de chèques postaux III 1631 de l'Administration fédérale des contributions, à Berne.

Administration fédérale des contributions.

Treuhand- und Revisionsgesellschaft Zürich

Zürich, Bahnhofstrasse 20, Telefon 27 21 94

Società Anonima Fiduciaria e di Verificazione Zurigo
Lugano, piazza Dante 4, telefono 22619Sämtliche Pflichtrevisionen nach Obligationenrecht
Beratung in SteuerangelegenheitenOgni revisione obbligatoria come dal Codice delle obbligazioni
Consultazioni fiscali**PAPIER-ROHSTOFF-AKTIENGESellschaft, Zürich****Einladung zu einer ausserordentlichen Generalversammlung**auf Samstag, den 17. Januar 1948, 11 Uhr 15, im Bureau der Gesellschaft,
Limmatquai 3, Zürich 1**Traktanden:**

1. Verwaltungsratswahlen.
2. Statutenänderung.

Z 17

Die Anträge betreffend Statutenänderung liegen zur Einsicht der Aktionäre am Sitz der Gesellschaft auf.

Teilnahmeberechtigt an der Generalversammlung sind alle im Aktienregister eingetragenen Aktionäre. Der Aktienbesitz ist genügend nachzuweisen.

Der Verwaltungsrat.

AIUTANA BANKGENOSSENSCHAFT, Zürich**Einladung zur ordentlichen Generalversammlung**

auf Samstag, den 17. Januar 1948, 11 Uhr, Alfred-Escher-Strasse 19 in Zürich 2

TRAKTANDEN:

1. Protokoll.
2. Abnahme des Geschäftsberichtes 1946/47.
3. Beschlussfassung über die Verteilung des Reinertrages.
4. Entlastung der Verwaltung.
5. Wahl der Kontrollstelle.
6. Verschiedenes.

Der Geschäftsbericht liegt an der Kasse auf. Die Stimmrechtsausweise sind bis spätestens 14. Januar 1948 zu beziehen.

Z 16

Die Verwaltung.

N. V. Koninklijke Nederlandsche Maatschappij tot Exploitatie van Petroleumbronnen in Nederlandsch-Indie (Royal Dutch Company)
mit Sitz im Haag

Bezugnehmend auf das am 15. Dezember 1947 publizierte Bezugsangebot für neue Aktien dieser Gesellschaft wird mitgeteilt, dass die Zeichnungsfrist in der Schweiz bis einschliesslich

16. Januar 1948

verlängert worden ist. Die Liberierung der gezeichneten Aktien hat Wert 23. Januar 1948 zu erfolgen.

Z 14

Haag, den 5. Januar 1948.

N.V. Koninklijke Nederlandsche Maatschappij tot
Exploitatie van Petroleumbronnen in
Nederlandsch-Indie**Ersparniskasse in Schaffhausen**

am Münsterplatz

Gegründet 1817

Obligationen-Kündigung

Wir kündigen hierdurch sämtliche in der Zeit vom 1. Januar bis 30. Juni 1948 kündbaren Obligationen unseres Institutes auf die titelmässige Frist von sechs Monaten zur Rückzahlung.

Den Inhabern solcher Titel offerieren wir bis auf weiteres die sofortige Konversion in
3 %-Obligationen unseres Institutes auf 4 Jahre fest,
3 1/4 %-Obligationen unseres Institutes auf 6, 7 oder 8 Jahre fest.

Z 19

Schaffhausen, den 6. Januar 1948.

DIE VERWALTUNG.

Société belge

pour

l'Importation et l'Exportation

de

produits chimiques et matières premières

disposant de relations internationales très étendues recherche

DIRECTEUR

de caractère irréprochable, ayant une expérience de plusieurs années dans cette branche et du commerce international, connaissant à fond les langues française, anglaise et allemande, bon organisateur et de parfaite santé.

Nous offrons: situation de confiance et tout premier plan.
Date d'entrée à convenir.Offres détaillées avec spécimen d'écriture et photo sont à adresser
sous chiffre C 5046 Z à Publicitas Zurich.Rechtssicherheit
in Steuersachen

für Abonnenten

Fr. 1.50 monatlich
im Jahresabonnement**STEUER
REVUE**

BERN

Prospekt und Probe-
nummer gratisSacke
jeder Art
und Grösse.**AB. Zihler**
SACKFABRIK
BERN**Kakaopulver**24 % Fettgehalt, Fr. 2.90 per kg
netto, franko Schweizer Grenze.
Anfragen unter Chiffre B. C. 5009
an Mosse-Annoncen, Basel 1.**Schokolade**in Tafeln von 500 g Fr. 3.85 per
kg oder in postfertigen Paketen
zu 4,5 kg netto Fr. 3.95 per kg
franko Schweizer Grenze.
Anfragen unter Chiffre B. C. 3987
an Mosse-Annoncen, Basel 1.**SAVON DE MÉNAGE**62 et 64 %, matières grasses, livrable de
suite, disponibles environ 80 tonnes.
Demandez offres sous chiffre Hab 104
à Publicitas Berne.

Prompt ab Lager lieferbar:

**Borax, Borsäure,
Zitronensäure**Walter Moesch & Co.,
Import chemischer Rohstoffe,
Zürich
Z 891World's No. 1
Typewriter
mit automatischem
Radisteller
und leisen,
leichtem Gang!Geschäftsleute,
die am Morgen
denken, kaufen
heute ROYAL
mit den führen-
den NeuerungenVerlangen Sie Vorführung und Prospekt
Robert Gubler, Zürich
Bahnhofstrasse 93
Telefon 23 46 64**Öffentliches Inventar — Rechnungsruf**

Erblasser:

Gassner Franz Josephdes Rupert sel., von Bern (BG.), gewesener unbeschränkt haftender
Teilhaber der Kommanditgesellschaft «Gassner & Co., Bierbrauerei
u. Eisfabrik», Uferweg 19, in Bern, gestorben am 18. November 1947.

Eingabefrist bis und mit 20. Januar 1948:

- a) für Forderungen und Bürgschaftsansprüche sowohl an den Erblasser wie auch an die Kommanditgesellschaft «Gassner & Co.» beim Regierungstatthalteramt II von Bern;
- b) für Guthaben des Erblassers bei Notar Paul Hofer, in Bern, Schauplatzstrasse 33.

Massaverwalter: Herr Dr. Willy Balsiger, Fürsprecher, in Bern,
Bundesgasse 24.Die Eingaben sind schriftlich und gestempelt einzureichen.
Für nicht angemeldete Forderungen haften die Erben weder per-
sönlich noch mit der Erbschaft (Art. 590 ZGB.). 697Die Bierbrauerei Gassner & Co. wird in bisheriger Weise weiter-
geführt.

Der Beauftragte: Paul Hofer, Notar.

Phenacetinum USP2 bis 3 Tonnen in zirka 4 Wochen in Basel disponibel,
à sFr. 23.— per kg netto, franko verzollt Basel.

Bestellungen erbeten unter Chiffre Z 15 an Publicitas Zürich.

WarenumsatzsteuerBroschüre (13. er-
gänzte Auflage) er-
hältlich zum Preis
von 90 Rp. bei Vor-
einzahlung auf Post-
checkrechnung III
5600, Schweiz, Han-
delsamtsblatt, Bern.**1 «Kega»-Vervielfältigungsapparat**komplett mit Zähler
zu verkaufen.**Walter Hug & Co.,**
Bräuerstrasse 61, Zürich 4,
Tel. (051) 27 35 30**Import aus Spanien**Schweizerische Export-Industrie
sucht Kompensationspartner für
jährlich sFr. 50 000 bis 100 000.
Kurs zu vereinbaren.Offerten unter Chiffre P. G. 25044 A
an Publicitas Bern. L 2

Junger, strebsamer

BUCHHALTER(Spez. «Elliott-Fisher»-Masch.)
mit Praxis in Bank und Industrie,
sucht Stelle in Zürich und Um-
gebung. Eintritt 1. März 1948.
Offerten unter Chiffre Tc 5085 Z
an Publicitas Zürich. Z 18Zu vermieten auf Frühjahr oder
später, grosse**Geschäftsräume**für industrielle oder gewerbliche
Zwecke, mit anschliessender
kompl. 5-Zimmer-Wohnung, in
zentraler Lage des Kt. Bern.
Offerten unter Chiffre A 2038 Y
an Publicitas Bern. 105**Sofort lieferbar**Die 7-13 stellige Addlerma-
schine. Sie macht Ihnen
die Abschlusarbeiten zum
Vergnügen.Verlangen Sie bitte eine un-
verbindliche Probestellung
oder Prospekt No. 5/81**J.F. Pfeiffer**
AIG
ZÜRICH LÖWENSTRASSE 61 TEL. 25 16 80